



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Monsieur le Conseiller fédéral
Ueli Maurer
Chef du département fédéral des finances
Bernernhof
3003 Berne

Fribourg, le 27 mars 2018

Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires et sur un protocole modifiant la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni, procédure de consultation

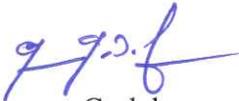
Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous nous référons à la consultation susmentionnée et avons l'avantage de vous communiquer notre prise de position.

Nous nous rallions entièrement aux prises de position qui vous ont été communiquées par la CDF et la CSI. Nous saluons particulièrement le fait que la Suisse se positionne pour l'adoption du standard minimum et les réserves qui en découlent. Nous pouvons également souscrire au fait que la Suisse aille au-delà dudit standard en acceptant de prévoir une clause visant à exclure la double non-imposition ainsi qu'un complément dans le préambule de ses conventions contre les doubles impositions. Nous partageons entièrement la position soutenue par la CDF et la CSI en matière d'arbitrage et concédons tout à fait que l'intervention d'un arbitre neutre puisse donner plus de poids à la position d'un petit Etat comme la Suisse. Nous estimons toutefois que la Suisse doit pouvoir se positionner librement quant à l'opportunité d'introduire une clause d'arbitrage dans chacune de ses conventions. Cet automatisme, cumulé à la possibilité de demander l'arbitrage sur dix périodes fiscales, pourrait en outre entraîner des conséquences financières fâcheuses pour les cantons et les autres collectivités publiques. Pour ces motifs nous soutenons expressément les propositions de la CDF et de la CSI.

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de prendre position au sujet de l'objet susmentionné et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre considération distinguée.

Au nom du Conseil d'Etat :

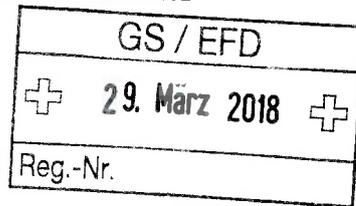

Georges Godel
Président




Danielle Gagnaux-Morel
Chancelière d'Etat



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE



Genève, le 28 mars 2018

Le Conseil d'Etat

1281-2018

Monsieur
Ueli Maurer
Conseiller fédéral
Département fédéral des finances
Bundesgasse 3
3003 Berne

Concerne : Consultation relative à la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices et sur un protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous vous remercions d'avoir sollicité l'avis de notre Conseil sur l'objet mentionné sous rubrique et nous vous faisons volontiers part de notre détermination à son propos.

Notre Conseil soutient l'approbation des conventions en question qui visent à ce que la Suisse respecte ses engagements d'adhérer aux standards minimaux internationaux de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (Base Erosion en Profit Shifting, BEPS).

Ces conventions ont été élaborées sur la base du constat que les gouvernements subissent d'importantes pertes de recettes au titre de l'impôt sur le bénéfice des sociétés liées à la mise en place de planifications fiscales agressives ayant pour conséquence de transférer artificiellement des bénéfices vers des destinations où ils ne sont pas imposés ou soumis à une imposition réduite. Ces conventions visent à assurer que les bénéfices soient imposés là où s'exercent réellement les activités économiques qui génèrent ces bénéfices et là où la valeur est créée.

Notre Conseil propose toutefois de renoncer au choix qui a été fait par la Suisse, lors de la signature de la Convention multilatérale BEPS, de se voir appliquer la partie VI de cette convention qui concerne l'arbitrage. Cette partie VI ne constitue pas un standard minimum et les Etats peuvent choisir ou non d'y adhérer¹. Les clauses d'arbitrage devraient être prévues exclusivement dans le cadre des conventions contre les doubles impositions bilatérales, à l'issue d'un examen minutieux des chances et des risques liés au cas concret, en fonction de l'Etat concerné.

Si la procédure d'arbitrage devrait néanmoins être introduite suite à la ratification de la partie VI de la Convention multilatérale BEPS, il conviendrait dans la mesure du possible de prendre des mesures pour exclure tout effet rétroactif ou lien rétroactif fondé sur une

¹ Cf. art. 18 de la Convention multilatérale BEPS et rapport, p. 18.

procédure et limiter l'applicabilité aux années fiscales/périodes de calcul postérieures à l'entrée en vigueur de la convention avec l'Etat concerné, soit au plus tôt aux années fiscales 2019 et suivantes (c'est-à-dire sans possibilité de rétroactivité à compter, p. ex., de l'exercice 2015, même si la taxation de ce dernier n'intervient qu'en 2019).

En vous réitérant nos remerciements de nous avoir offert la possibilité de prendre position sur cet objet, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Anja Wyden Guelpa

Le président :



François Longchamp

Hôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Par courriel en version PDF et Word

Monsieur le Conseiller fédéral

Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances

Bernerhof

3003 Bern

vernehmlassungen@sif.admin.ch

Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch

Delémont, le 27 mars 2018

Prise de position relative à la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéficiaires (« Convention BEPS ») et sur un protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni – procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Gouvernement jurassien a été invité par votre Département à se prononcer au sujet de la procédure de consultation mentionnée en objet et il vous en remercie.

Le Gouvernement jurassien approuve les deux projets. La signature de la Convention BEPS est une étape obligée sur la voie qu'a choisie la Suisse de retrouver une réputation financière irréprochable. Si elle renonçait à cette ratification, on pourrait en effet la soupçonner de ne pas vouloir appliquer les standards minimaux en lien avec les CDI.

Pour le surplus, nous vous renvoyons à la prise de position de la Conférence des directeurs cantonaux des finances, que nous faisons nôtre, notamment en ce qui concerne la ratification de la partie 6 de la Convention BEPS au sujet des procédures d'arbitrage.

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de prendre position à ce sujet et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre haute considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


David Eray
Président



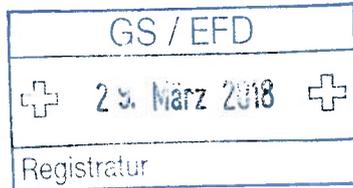

Gladys Winkler Docourt
Chancelière d'État

Annexe : prise de position de la Conférence des directeurs cantonaux des finances



LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL



Par courrier électronique

Département fédéral des finances
Palais fédéral
3003 Berne

Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéficiaires et sur un protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni

Monsieur le conseiller fédéral,

Votre correspondance du 20 décembre 2017 relative à la procédure de consultation susmentionnée nous est bien parvenue et a retenu notre meilleure attention.

Conformément à votre demande, nous vous adressons ci-dessous la prise de position du canton de Neuchâtel sur ce sujet.

La convention multilatérale qui nous est soumise aujourd'hui pour consultation constitue l'instrument essentiel permettant une mise en place rapide et efficace des dispositions du projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) liées aux conventions fiscales. Une partie des dispositions prévues constituent la mise en œuvre des standards minimaux du projet BEPS.

Vu la participation active de la Suisse au projet BEPS et à l'élaboration de la présente convention (partie au groupe de travail), nous considérons que les intérêts de la Suisse auront été pris en considération, notamment par les réserves émises sur les dispositions ne faisant pas partie des standards minimaux.

Nous prenons donc acte que l'adhésion de la Suisse à la convention multilatérale concrétise ses engagements internationaux pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices et en ce sens, nous n'avons pas de commentaire à apporter.

Le protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni n'appelle également pas de remarque dans la mesure où il s'agit d'une étape indispensable pour reprendre ce standard minimum du projet BEPS dans la CDI-GB.

NE

En vous remerciant de nous avoir donné la possibilité de prendre position sur cet objet, nous vous prions d'agréer, Monsieur le conseiller fédéral, l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 26 mars 2018

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. FAYRE

La chancelière,
S. DESPLAND

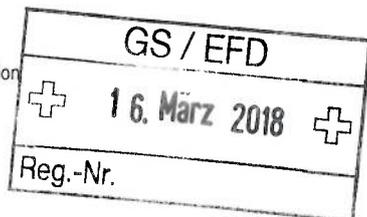


A large, stylized handwritten signature in blue ink, which appears to be "L. Favre".

A handwritten signature in blue ink, which appears to be "S. Despland".



→ SIF



Département fédéral des finances
Monsieur Ueli Maurer
Conseiller fédéral
Bundesgasse 3
3003 Berne

Références BA/CB
Date 14 mars 2018

Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) et sur un protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni – Consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Votre lettre du 20 décembre 2017 concernant la procédure de consultation citée en marge nous est bien parvenue et nous formulons ci-après nos observations.

Convention multilatérale

Approbation de principe

L'adoption d'une convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfice (BEPS) est la suite logique de la stratégie adoptée par le Conseil fédéral pour le maintien de l'attractivité et le renforcement de la place financière suisse dans le cadre de la reprise des standards internationaux.

Toutefois, afin que sa mise en œuvre soit en accord avec la politique Suisse relative au CDI, nous sommes d'avis que notre pays doit utiliser au maximum la possibilité de faire des réserves, puisque la convention BEPS n'oblige pas à reprendre les dispositions qui ne constituent pas des standards minimaux.

A cet égard, la reprise sans réserve de l'arbitrage non obligatoirement applicable n'est pas acceptable.

Réserve concernant la procédure d'arbitrage

L'admission de la procédure d'arbitrage constitue un instrument supplémentaire pour empêcher les doubles impositions. De plus, l'existence d'une clause d'arbitrage exerce une certaine pression sur les autorités fiscales compétentes des États contractants d'atteindre déjà un accord dans la procédure amiable. Malgré ces raisons et l'actuelle politique de la Suisse d'inclure des clauses d'arbitrage dans les nouvelles CDI, il y a lieu de formuler une réserve à cet égard, en se fondant sur l'art. 28, par. 1 de la convention BEPS.

Selon le rapport explicatif, toute CDI couverte par la convention BEPS devra être complétée par une clause d'arbitrage correspondante, si l'Etat partenaire de la Suisse a également opté pour l'application de la procédure d'arbitrage. Actuellement, il y a 14 CDI couvertes par la convention BEPS. Il est fort probable que d'autres s'ajouteront.

Dans la mesure où ces Etats partenaires optent également pour la procédure d'arbitrage, les dispositions correspondantes par rapport à ces Etats sont directement applicables, ce qui ne doit pas s'avérer avantageux pour la Suisse dans tous les cas. Il faut craindre que certaines entreprises imposables ne se défendent pas vigoureusement contre les revendications contradictoires de double imposition dans les relations internes, car, en faisant appel à l'arbitrage, elles peuvent s'attendre à ce qu'un des Etats concernés doive rembourser les impôts prélevés. Ce transfert de risque au détriment de l'un des Etats concernés doit être qualifié comme gênant, d'autant plus, si l'entreprise concernée a elle-même provoqué le procès d'arbitrage par sa planification et structuration fiscale.

Avec l'adoption quasiment « automatique » de la procédure d'arbitrage avec les Etats partenaires ayant conclu une convention de double imposition avec la Suisse couverte par la convention BEPS, la Suisse n'a plus le contrôle sur les parties avec lesquelles elle veut entamer une procédure d'arbitrage.

Tout aussi négatif est le fait qu'une personne ou une entreprise directement concernée peut ne pas accepter l'accord amiable qui met en œuvre la décision de la commission d'arbitrage et peut en outre faire trancher le cas par un tribunal (voir art. 19 par. 4 let. b convention BEPS). Celui qui entame la procédure d'arbitrage, devrait être tenu de se soumettre à la décision de la commission d'arbitrage. De plus, il convient de rejeter résolument que les coûts de la procédure d'arbitrage sont supportés par les Juridictions contractantes, même si la décision de la commission d'arbitrage est rejetée par la personne concernée (cf. art. 25 convention BEPS). Cette disposition encourage également la planification fiscale agressive, puisque les Etats contractants concernés supportent le risque financier intégral dans le cas d'une double imposition et doivent, de plus, trouver une solution amiable.

Par conséquent, il convient de formuler une réserve à la reprise de l'arbitrage. Comme indiqué au début, il y a de bonnes raisons de convenir d'une procédure d'arbitrage de manière bilatérale au niveau CDI, comme par le passé. Toutefois, la Suisse doit toujours avoir la possibilité d'y renoncer. Le moyen de la convention BEPS semble trop risqué à cet égard et au détriment de la place économique suisse.

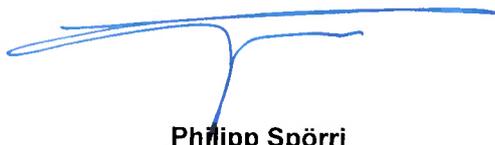
Mais si, contrairement aux attentes, la procédure d'arbitrage est optée, l'application rétrospective à des circonstances antérieures à son entrée en vigueur devrait être strictement exclue. De même, un règlement des coûts, prévoyant le support des coûts d'après le principe de causalité devrait être réservé.

Protocole modifiant la convention CDI Suisse - GB

Les modifications prévues de la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni correspondent avec la nouvelle politique d'accords. Le protocole modifiant la convention peut être approuvé sans réserve.

Le Gouvernement valaisan vous remercie de l'attention que vous porterez à sa détermination et vous prie de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de sa haute considération.

Au nom du Conseil d'Etat

<p>Le président</p>  <p>Jacques Melly</p>		<p>Le chancelier</p>  <p>Philipp Spörri</p>
---	---	--

Copie à par email à vernehmlassungen@sif.admin.ch

Monsieur le Conseiller fédéral
Ueli Maurer
Chef du Département fédéral des finances
Bundesgasse 3
3003 Berne

Réf. : MFP/15023501

Lausanne, le 28 mars 2018

Procédure de consultation sur la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices et sur un protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du présent projet de convention BEPS et de protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni.

La ratification de la convention BEPS est nécessaire pour la bonne réputation de la Suisse. Cependant, la reprise des dispositions relatives à l'arbitrage pose problème.

En effet, le mécanisme d'arbitrage prévu par la partie 6 de la convention BEPS prévoit que les dispositions de ladite convention relatives à la procédure d'arbitrage s'appliquent automatiquement à tout Etat partenaire à une CDI ayant également opté pour la procédure d'arbitrage. La Suisse n'aura donc plus le contrôle des parties avec lesquelles elle veut entamer une procédure d'arbitrage.

Le risque est que certaines entreprises imposables ne se défendent pas vigoureusement contre les revendications contradictoires de double imposition dans les relations internes, préférant faire appel à l'arbitrage afin que l'un des Etats concerné doive rembourser l'impôt prélevé.

Il convient donc de formuler une réserve à la reprise systématique de l'arbitrage. La Suisse devrait en effet, avoir le choix de convenir ou non d'une procédure d'arbitrage de manière bilatérale au niveau de la CDI, comme par le passé.

Si la procédure d'arbitrage devait néanmoins être introduite, il conviendrait de prendre des mesures pour exclure tout effet rétroactif ou lien rétroactif fondé sur une procédure et limiter l'applicabilité aux années/périodes de calcul postérieures à l'entrée en vigueur de la convention avec l'Etat concerné, soit au plus tôt aux années fiscales 2019 et suivantes.

Enfin, les modifications prévues de la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni correspondent avec la nouvelle politique d'accords. Le protocole modifiant la convention peut donc être approuvé sans réserve.

Nous vous remercions d'avoir consulté le Canton de Vaud sur ce projet et vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Nuria Gorrite

LE CHANCELIER



Vincent Grandjean

Copies

- OAE
- ACI

Courrier envoyé sous forme électronique à vernehmlassungen@sif.admin.ch

1224

cl

0

21 marzo 2018

Repubblica e Cantone Ticino
Consiglio di Stato
Piazza Governo 6
Casella postale 2170
6501 Bellinzona
telefono +41 91 814 43 20
fax +41 91 814 44 35
e-mail can-sc@ti.ch

Repubblica e Cantone
Ticino

Il Consiglio di Stato

Egregio Signor Consigliere federale
Ueli Maurer
Direttore del Dipartimento federale
delle finanze
Bundesgasse 3
3003 Berna

*Invio per posta elettronica:
vernehmlassungen@sif.admin.ch*

Convenzione multilaterale per l'attuazione di misure relative alle convenzioni fiscali finalizzate a prevenire l'erosione della base imponibile e il trasferimento degli utili e Protocollo che modifica la Convenzione tra la Svizzera e il Regno Unito per evitare le doppie imposizioni

Signor Consigliere federale,

In linea di principio il progetto posto in consultazione raccoglie il nostro consenso, sebbene nel seguito esporremo diverse critiche, dalla complessità interpretativa alla rinuncia all'usuale livello democratico elvetico. Per contro nel contesto internazionale attuale, una non accettazione di un progetto come quello posto in consultazione invierebbe un segnale negativo e rischierebbe di minare la credibilità della Svizzera in campo internazionale.

Ritenuti i contenuti del progetto della Convenzione BEPS nonché gli ulteriori recenti sviluppi intercorsi in questo ambito, lo scrivente Consiglio di Stato ritiene opportuno **abrogare completamente l'Ordinanza concernente i provvedimenti contro l'uso senza causa legittima delle convenzioni concluse dalla Confederazione per evitare le doppie imposizioni del 14 dicembre 1962**, (già decreto) divenuta ormai obsoleta. I recenti sforzi internazionali in tutti i campi della fiscalità compiuti dalla Svizzera, che ha recepito o sta recependo tutti i più moderni e condivisi strumenti antiabuso devono corrispondere alla chiusura di un periodo storico superato, altrimenti si avrebbe un quadro giuridico troppo denso di normative, di rischi giuridici per le imprese e di vari piani interpretativi e di prassi.

1. Problematica dei pareri divergenti di interpretazione

Il Consiglio di Stato esprime qualche preoccupazione in merito alle diverse interpretazioni attribuite dalle varie Giurisdizioni aderenti alla Convenzione BEPS e in merito ai metodi proposti per estendere l'applicazione della Convenzione stessa a nuove Giurisdizioni.

Il rapporto esplicativo indica infatti che vi sono pareri discordanti tra le varie Giurisdizioni sulla portata delle nuove disposizioni della Convenzione BEPS:

- a) Per alcuni Paesi **modifica direttamente le CDI esistenti** (questo è il parere della Svizzera e di Argentina, Austria, Cile, India, Islanda, Italia, Liechtenstein, Lituania, Lussemburgo, Polonia, Portogallo, Repubblica Ceca, Sudafrica e Turchia)
- b) Per altri Paesi **non modifica le CDI esistenti**, si tratta di trattati internazionali distinti. Le **nuove clausole ad ogni modo prevalgono** sulle disposizioni contenute nelle CDI (Parere di altri Paesi, ad esempio della Gran Bretagna)
- c) Altri Paesi **non hanno ancora una posizione chiara a riguardo**: non è da escludere quindi che il numero delle CDI modificabili della Svizzera aumenti ancora e l'elenco delle CDI coperte venga esteso in seguito. In merito a questo punto, il rapporto esplicativo propone **di conferire al Consiglio federale la facoltà di effettuare corrispondenti notifiche per estendere il numero delle CDI coperte dalla Convenzione dopo aver consultato le Commissioni parlamentari dell'economia e dei tributi (CET-N e CET-S)**. Viene indicato inoltre che **non è possibile ridurre a posteriori l'elenco delle CDI coperte**. In questo contesto, al momento della decisione di estensione a nuove CDI, il Consiglio federale invierà una nota esplicativa ai Cantoni in merito alla CDI sulla quale intende ampliare l'applicazione della Convenzione BEPS. Questa nota esplicativa **non verrebbe inviata ai Cantoni nell'ambito di una consultazione vera e propria, ma solo a titolo informativo**.

Il rapporto esplicativo spiega inoltre che a causa delle divergenze di interpretazione sulla portata della Convenzione, sarà comunque necessario che gli Stati Partner che aderiscono alla Convenzione BEPS, anche se la interpretano allo stesso modo, **stabiliscano per iscritto e bilateralmente le conseguenze testuali** che la Convenzione BEPS eserciterà sulle CDI in vigore tra questi. Da parte svizzera, la competenza per concordare bilateralmente le conseguenze testuali delle disposizioni della Convenzione **sarà affidata al Dipartimento federale delle finanze (DFF)** in quanto questi tipi di accordi di interpretazione non sono considerati protocolli di modifica e non rivestono pertanto valenza giuridica propria.

Ritenuto tutto quanto precede (in particolare le parti contrassegnate in grassetto) lo scrivente esprime le proprie preoccupazioni in merito sia alla proposta di conferire al Consiglio federale la facoltà di estendere a nuove CDI l'applicazione della Convenzione BEPS, praticamente senza più consultare né i Cantoni né il Parlamento nel suo insieme, sia in merito alla facoltà di conferire al Dipartimento federale delle finanze (DFF) la competenza per concordare bilateralmente le conseguenze testuali delle disposizioni della Convenzione. Un tale approccio risulterebbe contrario allo spirito dell'art. 55 della Costituzione federale, che prevede

testualmente che i Cantoni collaborino alla preparazione delle decisioni di politica estera che toccano le loro competenze o i loro interessi essenziali, che la Confederazione li informi tempestivamente, compiutamente e li consulti e che nei settori che toccano le competenze cantonali questi vengano coinvolti adeguatamente nei negoziati internazionali.

Questo approccio che elude il Parlamento e i Cantoni lascia vieppiù perplessi in virtù del fatto che non si intravede fretta alcuna e che le varie Giurisdizioni restano libere di adeguare le normative delle relative CDI alla Convenzione BEPS, anche in via bilaterale. Questo è ad esempio il caso per quanto attiene alla CDI tra Svizzera e Gran Bretagna con la quale la Svizzera il 19 aprile 2017 ha parafato un protocollo bilaterale di modifica in base agli standard minimi del progetto BEPS.

Non da ultimo, teniamo a precisare che il rapporto esplicativo non menziona in alcun modo quale tipo di approccio alla Convenzione BEPS avrebbero adottato Giurisdizioni come Francia, Germania o USA. Essendo questi tra i partner mondiali più importanti della Svizzera, un accenno sarebbe stato auspicabile, soprattutto per gli Stati Uniti.

2. La Convenzione è complicata, poco trasparente e di difficile lettura

La Convenzione BEPS contiene sia misure che sono considerate standard minimi (ad esempio la clausola principal purpose test (PPT) o la procedura di conciliazione amichevole), per le quali non è possibile effettuare una riserva, sia una serie di misure che non sono considerate standard minimi e che vengono proposte come una serie di opzioni e alternative su cui si può scegliere esprimendo una notifica (ad es. misure nell'ambito degli strumenti ibridi o delle stabili organizzazioni).

La Convenzione consente quindi di riprendere in modo mirato o di escludere singole disposizioni che non siano considerate standard minimi. Per quanto attiene alle riserve e alle notifiche per le opzioni e le alternative contenute nella Convenzione, il rapporto esplicativo indica che le stesse sono applicate in modo simmetrico ad entrambe le Giurisdizioni contraenti di una CDI coperta, a meno che la Convenzione BEPS non preveda altrimenti. Tutto dipende quindi da quali riserve sono state formulate e da chi.

Quanto esposto in precedenza, benché completo da un punto di vista delle possibilità offerte dalla Convenzione BEPS, la rende molto complicata, poco trasparente e di difficile lettura, soprattutto per i non addetti ai lavori.

Si sottolinea inoltre che, per una valutazione oggettiva dei pro e dei contro della Convenzione BEPS in relazione ai vari Paesi aderenti alla stessa, i Cantoni avrebbero dovuto ricevere la lista delle riserve e delle notifiche in merito alle alternative scelte dagli altri Paesi aderenti alla Convenzione BEPS (almeno di quelli che interpretano la Convenzione allo stesso modo della Svizzera e che si sono già espressi in tal senso) affinché si potesse valutare la situazione, nel suo insieme, ma con coscienza di analisi in merito ad ogni singolo caso riferito alle varie Giurisdizioni.

3. Clausola arbitrale

Per quanto attiene alla proposta di aderire alla clausola arbitrale della Convenzione BEPS, lo scrivente ritiene questo approccio positivo in quanto permetterà in futuro di evitare definitivamente il rischio di doppie imposizioni internazionali. Questa modalità a favore dei contribuenti è una garanzia di soluzione in un contenzioso tra Stati, mentre senza clausola arbitrale è possibile che al termine della procedura prevista dalla convenzione, vi sia comunque doppia imposizione.

Siccome sarebbe una normativa nuova a favore dei contribuenti, senza voler entrare nel merito delle complicate regole di retroattività, raccomandiamo una certa prudenza, sia negoziale sia operativa e sia giuridica, per i periodi fiscali precedenti all'entrata in vigore della clausola arbitrale.

Per qualsiasi approfondimento o chiarimento in merito a quanto sopra rimaniamo volentieri a disposizione.

Voglia gradire, signor Consigliere federale, l'espressione della nostra massima stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO:

Il Presidente:


Manuele Bertoli

Il Cancelliere:


Arnoldo Coduri

Copia per conoscenza a:

Divisione delle contribuzioni (dfc-dc@ti.ch)

Deputazione ticinese alle Camere federali (can-relazioniesterne@ti.ch)

Pubblicazione in internet

Jäggi Nereida SIF

Von: Byland Peter DFRGES <Peter.Byland2@ag.ch>
Gesendet: Mittwoch, 18. April 2018 10:51
An: _SIF-Vernehmlassungen
Cc: Kettner Patricia DFRGES; Frey Claudia DFRGES
Betreff: Multilaterales Abkommen und Änderungsprotokoll zum
Doppelbesteuerungsabkommen; Vernehmlassung Kanton Aargau

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Kanton Aargau verzichtet darauf, eine Vernehmlassungsantwort zur Bundesvorlage betreffend "Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich" einzureichen.

Freundliche Grüsse

Peter Byland

KANTON AARGAU **Departement Finanzen und Ressourcen**

Peter Byland
Leiter Geschäfte
Generalsekretariat
Tellistrasse 67, 5001 Aarau

Telefon direkt 062 835 24 12
Telefon zentral 062 835 24 00
Fax 062 835 24 13
Peter.Byland2@ag.ch
www.ag.ch/dfr



→SIF

Regierungsrat, 9102 Herisau

Eidg. Finanzdepartement
3003 Bern

Dr. iur. Roger Nobs
Ratschreiber
Tel. +41 71 353 63 51
roger.nobs@ar.ch



Herisau, 16. März 2018

Eidg. Vernehmlassung; Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich; Stellungnahme des Regierungsrates von Appenzell Ausserrhoden

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat am 20. Dezember 2017 das EFD beauftragt, zur Genehmigung des multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung sowie zur Genehmigung des Änderungsprotokolls zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen.

Der Regierungsrat von Appenzell Ausserrhoden nimmt dazu wie folgt Stellung:

Die Ratifikation des BEPS-Übereinkommens wird grundsätzlich unterstützt. Ein Verzicht darauf setzte die Schweiz einem Reputationsrisiko aus. Sie könnte verdächtigt werden, die DBA-relevanten Mindeststandards nicht umsetzen zu wollen.

Die Ratifikation des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens wird hingegen abgelehnt. Zwar stehen Schiedsklauseln im Einklang mit der DBA-Politik der Schweiz. Schiedsverfahren sollen sich jedoch nicht automatisch aus einer multinationalen Vereinbarung ergeben. Stattdessen sind Schiedsklauseln ausschliesslich in den bilateralen DBA nach sorgfältiger Abwägung der Chancen und Risiken einzelfallweise je nach konkret betroffenem Staat vorzusehen. Würde die Schweiz Teil 6 des BEPS-Übereinkommens ratifizieren, beraubte sie sich der Möglichkeit, im Einzelfall ihre Interessen abwägen zu können. Die Mechanik des Schiedsverfahrens gemäss dem BEPS-Übereinkommen sieht vor, dass dessen Bestimmungen über das Schiedsverfahren automatisch zur Anwendung kommen, sobald irgendein DBA-Partnerstaat ebenfalls für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert hat. Bestehende Schiedsklauseln würden ersetzt und DBA mit fehlenden Schiedsklauseln würden ergänzt. Die Schweiz verlöre die Kontrolle darüber, gegenüber welchen Staaten sie sich einem Schiedsverfahren zu stellen hätte.



Sie setzte sich so dem erheblichen finanzpolitischen Risiko aus, dass einschlägig bekannte Hochsteuerstaaten mit der Begründung fehlender oder ungenügender Substanz in der Schweiz oder «falscher» Verrechnungspreise rückwirkend auf viele Jahre hinaus sämtliche bereits geleisteten Steuerzahlungen zurückfordern. Ein entsprechendes Urteil des Schiedsgerichts wäre vom unterliegenden Staat zwingend umzusetzen, d. h. der betroffene Kanton müsste die Steuererträge von Bund, Kanton und Sitzgemeinde für viele Jahre rückwirkend an das Unternehmen zurücküberweisen, auch wenn das Unternehmen selbst die entsprechenden Gewinne in den Steuererklärungen deklariert und stets versichert hat, dass die Substanz der Geschäftstätigkeit entsprechend angemessen vorhanden sei und die Verrechnungspreise Drittkonditionen standhalten.

Bisher trägt das Unternehmen im Streitfall das Risiko einer (teilweisen) Doppelbesteuerung und hat entsprechend einen Anreiz, sich gegen rückwirkende Forderungen energisch zur Wehr zu setzen, auch mit entsprechendem Einsatz und Kosten. Neu wird das finanzielle Risiko vollumfänglich auf die beteiligten Staaten abgewälzt, das Unternehmen selbst trägt keinerlei Risiko mehr, was vor allem dann stossend ist, wenn das Unternehmen selbst durch Ausloten von Graubereichen und «forcierte» Steueroptimierung das Risiko geschaffen und aktiv beeinflusst hat. Politisch wäre es kaum vermittelbar, weshalb ein Kanton rückwirkend für zehn Jahre einen hohen Millionen-Betrag bereits bezahlter Steuern zurückerstatten muss. Ein solches Risiko sollte nicht ohne Not und Zwang eingegangen werden. Die Bestimmungen über das Schiedsverfahren stellen keinen Mindeststandard dar. Die das BEPS-Übereinkommen unterzeichnenden Staaten und Gebiete sind frei, ob diese Bestimmungen für sie gelten sollen oder nicht.

Sollte dennoch das Schiedsverfahren durch Ratifikation des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens eingeführt werden, dann sind zwingend Vorkehrungen zu treffen, um Rückwirkungen bzw. verfahrenstechnische Rückanknüpfungen auszuschliessen und die Anwendbarkeit strikte auf Steuerjahre / Bemessungsperioden nach dem Wirksamwerden mit dem betreffenden Staat zu begrenzen, also frühestens für die Steuerjahre 2019 ff. (d. h. ohne Rückwirkung z. B. auf das Jahr 2015, auch wenn dieses erst im 2019 veranlagt wird). Ebenso sollte eine Kostenregelung vorbehalten bleiben, welche die Kostentragung nach dem Verursacherprinzip vorsieht.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Auftrag des Regierungsrates

Roger Nobs, Ratschreiber



Landammann und Standeskommission

Sekretariat Ratskanzlei
Marktgasse 2
9050 Appenzell
Telefon +41 71 788 93 24
Telefax +41 71 788 93 39
michaela.inauen@rk.ai.ch
www.ai.ch

Ratskanzlei, Marktgasse 2, 9050 Appenzell

Staatssekretariat für
Internationale Finanzfragen
Bundesgasse 3
3003 Bern

Appenzell, 5. April 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und über das Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich Stellungnahme Kanton Appenzell I.Rh.

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 20. Dezember 2017 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und über das Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich zukommen lassen.

Die Standeskommission hat die Unterlagen geprüft und nimmt dazu wie folgt Stellung:

Multilaterales Übereinkommen

Die Notwendigkeit der Übernahme des im Übereinkommen enthaltenen und zwingend umzusetzenden Mindeststandards ist ausgewiesen und für die Standeskommission unbestritten. Ebenso befürwortet die Standeskommission, dass mit dessen Umsetzung ein sogenanntes Level Playing Field erreicht wird, was sich für die Schweiz grundsätzlich vorteilhaft auswirken dürfte. Die Standeskommission begrüsst im Weiteren, dass die Schweiz gemäss erläuterndem Bericht anlässlich der Unterzeichnung des BEPS-Übereinkommens grundsätzlich nur den zwingend umzusetzenden Mindeststandard übernehmen will und andere Bestimmungen mittels Vorbehalt ausgeschlossen hat. Den vom Anwendungsausschluss vorgesehenen Ausnahmen, der Bestimmung zur Verhinderung von doppelten Nichtbesteuerungen (Option A von Art. 5) sowie der zweiten zusätzlichen Bestimmung für die Präambel eines DBA (Abs. 3 von Art. 6) stimmt die Standeskommission zu, nicht aber der vorbehaltlosen Übernahme des nicht zwingend umzusetzenden Schiedsverfahrens.

Mit Aufnahme der Schiedsgerichtsklausel wird ein zusätzliches Instrument zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen geschaffen. Zudem übt das Bestehen einer Schiedsgerichtsklausel einen gewissen Druck auf die zuständigen Steuerbehörden der Vertragsstaaten aus, bereits im Verständigungsverfahren eine Lösung zu erzielen. Trotz dieser Gründe und der aktuellen Abkommenspolitik der Schweiz, in den neuen DBA Schiedsgerichtsklauseln aufzunehmen, plädiert die Standeskommission dafür, gestützt auf Art. 28 Abs. 1 des BEPS-Übereinkommens hierzu einen Vorbehalt anzubringen.

Gemäss den Ausführungen des erläuternden Berichts sollen alle unter das BEPS-Übereinkommen fallende DBA mit einer entsprechenden Schiedsklausel ergänzt werden, sofern der fragliche DBA-Partnerstaat der Schweiz ebenfalls für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert hat. Zurzeit fallen 14 DBA unter das BEPS-Übereinkommen. Weitere dürften hinzu- kommen. Sofern diese Partnerstaaten auch für das Schiedsverfahren optieren, gelangen die entsprechenden Bestimmungen im Verhältnis zu diesen Staaten unmittelbar zur Anwendung, was sich nicht in jedem Fall vorteilhaft für die Schweiz auswirken dürfte. Es ist zu befürchten, dass sich gewisse steuerpflichtige Unternehmungen im Binnenverhältnis wenig energisch gegen kollidierende Doppelbesteuerungsansprüche zur Wehr setzen dürften, da sie mit einer Anrufung des Schiedsgerichts damit rechnen können, dass einer der involvierten Staaten die erhobenen Steuern zurückerstatten muss. Diese Risikoverlagerung zu Lasten einer der betroffenen Staaten ist stossend, insbesondere dann, wenn das betroffene Unternehmen selbst durch seine Steuerplanung und -gestaltung die Ursache für ein Schiedsverfahren gesetzt hat.

Mit der quasi „automatischen“ Übernahme der Schiedsgerichtsverfahren mit Partnerstaaten, welche mit der Schweiz Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen haben, die unter das BEPS-Übereinkommen fallen, hat es die Schweiz nicht mehr in der Hand, mit wem sie Schiedsgerichtsverfahren eingehen will.

Ebenso negativ beurteilt die Ständekommission die Tatsache, dass die betroffene Person oder Unternehmung die Verständigungsregelung, durch die der Schiedsspruch umgesetzt wird, ablehnen und den Streitfall zusätzlich von einem Gericht entscheiden lassen kann (siehe Art. 19 Abs. 4 lit. b BEPS-Übereinkommen). Wer ein Schiedsverfahren veranlasst oder verursacht, sollte auch dazu verpflichtet werden, sich dem Schiedsspruch zu unterwerfen. Weiter ist nachdrücklich abzulehnen, dass die Kosten des Schiedsgerichtsverfahrens durch die Vertragsstaaten zu tragen sind - selbst wenn der Schiedsspruch durch die betroffene Person abgelehnt wird (vgl. Art. 25 BEPS-Übereinkommen). Auch diese Regelung fördert die aggressive Steuerplanung, da im Fall einer Doppelbesteuerung die betroffenen Vertragsstaaten das vollumfängliche finanzielle Risiko tragen und zudem eine Verständigungslösung finden müssen.

Daher ist ein Vorbehalt zur Übernahme des Schiedsverfahrens aufzunehmen. Wie bisher können auf DBA-Ebene bilateral Schiedsverfahren vereinbart werden. Die Option, darauf zu verzichten, muss aber der Schweiz nach wie vor offenstehen. Der Weg über das BEPS-Übereinkommen erscheint diesbezüglich zu risikobehaftet und zu nachteilig für den Standort Schweiz.

Sollte dennoch wider Erwarten für das Schiedsverfahren optiert werden, soll wenigstens eine rückwirkende Anwendung auf Sachverhalte vor Inkrafttreten strikte ausgeschlossen werden. Ebenso soll eine Kostenregelung vorbehalten bleiben, welche die Kostentragung nach dem Verursacherprinzip vorsieht.

Änderungsprotokoll zum DBA Schweiz - UK

Die vorgesehenen Änderungen zum Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Vereinigten Königreich entsprechen der neuen Abkommenspolitik. Dem Änderungsprotokoll stimmt die Ständekommission daher zu.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme, bitten um Berücksichtigung unserer Anliegen und grüssen Sie freundlich.

Im Auftrage von Landammann und Standeskommission

Der Ratschreiber:


Markus Dörig

Zur Kenntnis an:

- vernehmlassungen@sif.admin.ch
- Finanzdepartement Appenzell I.Rh., Marktgasse 2, 9050 Appenzell
- Ständerat Ivo Bischofberger, Ackerweg 4, 9413 Oberegg
- Nationalrat Daniel Fässler, Weissbadstrasse 3a, 9050 Appenzell

Regierungsrat, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal

Herr Bundesrat
Ueli Maurer
Vorsteher EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

Liestal, 10. April 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich; Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 20. Dezember 2017, mit dem Sie uns Entwürfe über

- (A) ein Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und
- (B) ein Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

zur Vernehmlassung unterbreiten. Wir danken Ihnen bereits an dieser Stelle für die Gelegenheit zur Stellungnahme und lassen uns gerne wie folgt vernehmen:

A. Multilaterales Übereinkommen

1. Grundsätzliche Zustimmung

Die Notwendigkeit der Übernahme des im Übereinkommen enthaltenen und zwingend umzusetzenden Mindeststandards ist ausgewiesen und unbestritten. Ebenso ist zu befürworten, dass mit dessen Umsetzung ein sog. «*Level Playing Field*» erreicht wird, das sich für die Schweiz grundsätzlich vorteilhaft auswirken dürfte, weil dann alle Vertragsstaaten nach denselben Regeln beurteilt werden müssen. Es wird im Weiteren begrüsst, dass die Schweiz gemäss erläuterndem Bericht anlässlich der Unterzeichnung des BEPS-Übereinkommens grundsätzlich nur den zwingend umzusetzenden Mindeststandard übernehmen will – und andere Bestimmungen mittels Vorbehalt ausgeschlossen hat. Den vom Anwendungsausschluss vorgesehenen Ausnahmen, der Bestimmung zur Verhinderung von doppelten Nichtbesteuerungen (Option A von Art. 5) sowie der zwei-

ten zusätzlichen Bestimmung für die Präambel eines DBA (Abs. 3 von Art. 6) kann zugestimmt werden, nicht aber der vorbehaltlosen Übernahme des *nicht zwingend* umzusetzenden Schiedsverfahrens.

2. Vorbehalt zur Übernahme der Bestimmungen zum Schiedsgerichtsverfahren

Mit Aufnahme der Schiedsgerichtsklausel wird ein zusätzliches Instrument zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen geschaffen. Zudem übt das Bestehen einer Schiedsgerichtsklausel einen gewissen Druck auf die zuständigen Steuerbehörden der Vertragsstaaten aus, bereits im Verständigungsverfahren eine Verständigungslösung zu erzielen. Trotz dieser Gründe und der aktuellen Abkommenspolitik der Schweiz, in den neuen DBA Schiedsgerichtsklauseln aufzunehmen, wird dafür plädiert, gestützt auf Art. 28 Abs. 1 BEPS-Übereinkommen einen Vorbehalt hierzu anzubringen, was wie folgt begründet werden kann:

Gemäss den Ausführungen des erläuternden Berichts sollen alle unter das BEPS-Übereinkommen fallende DBA mit einer entsprechenden Schiedsklausel ergänzt werden, sofern der entsprechende DBA-Partnerstaat der Schweiz ebenfalls für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert hat. Die derzeit unter das BEPS-Übereinkommen fallenden DBA belaufen sich auf 14 Abkommen. Weitere dürften hinzukommen. Sofern diese Partnerstaaten auch für das Schiedsverfahren optieren, gelangen die entsprechenden Bestimmungen im Verhältnis zu diesen Staaten unmittelbar zur Anwendung, was sich nicht in jedem Fall vorteilhaft für die Schweiz auswirken dürfte. Es ist zu befürchten, dass sich gewisse steuerpflichtige Unternehmungen im Binnenverhältnis wenig energisch gegen kollidierende Doppelbesteuerungsansprüche zur Wehr setzen dürften, da sie mit Anrufung des Schiedsgerichts damit rechnen können, dass einer der involvierten Staaten die erhobenen Steuern zurückerstatten muss. Diese Risikoverlagerung zu Lasten einer der betroffenen Staaten ist als stossend zu bezeichnen, insbesondere dann, wenn das betroffene Unternehmen selbst durch seine Steuerplanung und -gestaltung die Ursache für ein Schiedsverfahren gesetzt hat.

Mit der quasi «automatischen» Übernahme der Schiedsgerichtsverfahren mit Partnerstaaten, welche mit der Schweiz Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen haben, die unter das BEPS-Übereinkommen fallen, hat es die Schweiz nicht mehr in der Hand, wann und mit wem sie solche Schiedsgerichtsverfahren eingehen will.

Ebenso negativ zu beurteilen ist die Tatsache, dass die betroffene Person bzw. Unternehmung die Verständigungsregelung, durch die der Schiedsspruch umgesetzt wird, ablehnen und den Streitfall zusätzlich von einem Gericht entscheiden lassen kann (siehe Art. 19 Abs. 4 lit. b BEPS-Übereinkommen). Wer ein Schiedsverfahren veranlasst bzw. verursacht, sollte auch dazu verpflichtet werden, sich dem Schiedsspruch zu unterwerfen. Weiter ist nachdrücklich abzulehnen, dass die Kosten des Schiedsgerichtsverfahrens durch die Vertragsstaaten zu tragen sind – selbst wenn der Schiedsspruch durch die betroffene Person abgelehnt wird (vgl. Art. 25 BEPS-Übereinkommen). Auch diese Regelung fördert die aggressive Steuerplanung, da im Fall einer Doppelbesteuerung die betroffenen Vertragsstaaten das vollumfängliche finanzielle Risiko tragen und zudem eine Verständigungslösung finden müssen.

Daher ist zwingend ein Vorbehalt zur Übernahme des Schiedsverfahrens aufzunehmen. Wie bisher können auf DBA-Ebene bilateral Schiedsverfahren vereinbart werden, da – wie eingangs erwähnt – gute Gründe dafür sprechen können. Die Option, darauf zu verzichten, muss aber der Schweiz nach wie vor offenstehen. Der Weg über das BEPS-Übereinkommen erscheint diesbezüglich zu risikobehaftet und zu nachteilig für den Standort Schweiz.

Sollte dennoch wider Erwarten für das Schiedsverfahren optiert werden, ist eine rückwirkende Anwendung auf Sachverhalte vor Inkrafttreten strikte auszuschliessen. Ebenso sollte eine Kostenregelung vorbehalten bleiben, welche die Kostentragung nach dem Verursacherprinzip vorsieht.

B. Änderungsprotokoll zum DBA Schweiz - UK

Die vorgesehenen Änderungen zum Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Vereinigten Königreich entsprechen der neuen Abkommenspolitik der Schweiz. Dem Änderungsprotokoll kann daher vorbehaltlos zugestimmt werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Hochachtungsvoll



Dr. Sabine Pegoraro
Regierungspräsidentin



Nic Kaufmann
2. Landschreiber



Rathaus, Marktplatz 9
CH-4001 Basel

Tel: +41 61 267 80 54
Fax: +41 61 267 85 72
E-Mail: staatskanzlei@bs.ch
www.regierungsrat.bs.ch

per E-Mail (word/pdf) an:
vernehmlassungen@sif.admin.ch

Basel, 28. März 2018

Regierungsratsbeschluss vom 27. März 2018

Vernehmlassungsverfahren

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verminderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 20. Dezember 2017 an die Kantonsregierungen hat der Vorsteher des Eidgenössischen Finanzdepartements, Herr Bundesrat Ueli Maurer, den Kantonen mit Frist bis 9. April 2018 Gelegenheit zur Stellungnahme zur Genehmigung des Multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verminderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) und des Änderungsprotokolls zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich gegeben (Änderungsprotokoll). Wir machen davon gerne Gebrauch und lassen Ihnen nachstehend unsere Stellungnahme zukommen.

Gerne teilen wir Ihnen mit, dass der Regierungsrat Basel-Stadt die beiden Vorlagen grundsätzlich begrüsst. BEPS-Übereinkommen und Änderungsprotokoll bilden die konsequente Fortführung der Strategie des Bundesrats zur Stärkung der internationalen Akzeptanz und Attraktivität der Schweiz als Wirtschaftsstandort und einen wichtigen Schritt auf dem Weg zur Umsetzung der BEPS-Massnahmen.

Der Regierungsrat lehnt jedoch die Ratifikation der Bestimmungen über das Schiedsverfahren, d.h. des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens, ab. Zwar stehen Schiedsklauseln im Einklang mit der DBA-Politik der Schweiz und sind daher nicht von vornherein abzulehnen. Sie sollten sich jedoch nicht automatisch aus einer multinationalen Vereinbarung ergeben, sondern ausschliesslich in den bilateralen DBA nach sorgfältiger Abwägung der Chancen und Risiken einzelfallweise je nach betroffenem Staat vorgesehen werden. Eine Übernahme im BEPS-Übereinkommen würde dazu führen, dass sich die Schweiz der Möglichkeit beraubt, im Einzelfall ihre Interessen abzuwägen zu können. Mit der im BEPS-Übereinkommen vorgesehenen Lösung verlöre die Schweiz die Kontrolle darüber, mit welchen Staaten sie sich einem Schiedsverfahren zu stellen hätte.

Die Übertragung der Entscheidungsbefugnisse auf ein Schiedsgericht ist aus staatspolitischen Gründen grundsätzlich problematisch, da bspw. finanzpolitisch das erhebliche Risiko besteht, dass sog. Hochsteuerstaaten mit der Begründung fehlender oder ungenügender Substanz in der Schweiz oder „falscher“ Verrechnungspreise rückwirkend auf viele Jahre hinaus sämtliche bereits geleisteten Steuerzahlungen zurückfordern. Ein entsprechendes Urteil des Schiedsgerichts wäre vom unterliegenden Staat zwingend umzusetzen, d. h. der betroffene Kanton müsste die Steuererträge von Bund, Kanton und Sitzgemeinde für viele Jahre rückwirkend an das Unternehmen

zurücküberweisen, auch wenn das Unternehmen selbst die entsprechenden Gewinne in den Steuererklärungen deklariert und zugesichert hat, dass die Substanz der Geschäftstätigkeit entsprechend angemessen vorhanden sei und die Verrechnungspreise Drittkonditionen standhalten.

Demgemäss beantragen wir, auf die Schiedsklausel im BEPS-Übereinkommen zu verzichten und diese ggf. mit „geeigneten“ Staaten individuell zu vereinbaren. Zudem könnte u. U. eine Unzulässigkeit der Beurteilung von Sachverhalten vorgesehen werden, die bereits vor der Vereinbarung der Schiedsklausel abgeschlossen waren (Unzulässigkeit der Rückwirkung).

Gerne hoffen wir, Ihnen mit dieser Stellungnahme gedient zu haben. Für die Gelegenheit zur Vernehmlassung danken wir Ihnen bestens.

Mit freundlichen Grüssen

Im Namen des Regierungsrates des Kantons Basel-Stadt



Dr. Eva Herzog
Vizepräsidentin



Barbara Schüpbach-Guggenbühl
Staatsschreiberin

Postgasse 68
Postfach
3000 Bern 8
www.rr.be.ch
info.regierungsrat@sta.be.ch

Per Email (WORD und PDF) an:
vernehmlassungen@sif.admin.ch

28. Februar 2018

RRB-Nr.: 202/2018
Direktion Finanzdirektion
Unser Zeichen
Ihr Zeichen
Klassifizierung Nicht klassifiziert



Vernehmlassung des Bundes.

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich.

Stellungnahme des Kantons Bern

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Der Regierungsrat stimmt den beiden Vorlagen im Grundsatz zu.

Abgelehnt wird einzig die Ratifikation der Bestimmungen über das Schiedsverfahren (6. Teil des BEPS-Übereinkommens). Die Schweiz hat aktiv am BEPS-Projekt und insbesondere bei der Erarbeitung des BEPS-Übereinkommens mitgewirkt. Sie hat dazu beigetragen, dass das BEPS-Übereinkommen die nötige Flexibilität erhält, damit dessen Umsetzung aus Sicht der Schweiz mit ihrer DBA-Politik in Einklang steht. Da das BEPS-Übereinkommen die Möglichkeit vorsieht, Vorbehalte anzubringen, verpflichtet es nicht zur Übernahme von Bestimmungen, die keine Mindeststandards darstellen. Unter diesem Blickwinkel ist nicht nachvollziehbar, weshalb die Bestimmungen über das Schiedsverfahren im 6. Teil des BEPS Übereinkommens gelten sollen, obwohl sie nicht zum Mindeststandard gehören.

Als Folge davon würden sämtliche unter das BEPS-Übereinkommen fallenden DBA automatisch eine Schiedsklausel erhalten, sofern der entsprechende DBA-Partnerstaat ebenfalls für die Anwendung des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens optiert. Dadurch würde mit Bezug

auf vergangene Steuerjahre ein erhebliches Risiko für Rückforderungen von Drittstaaten entstehen, wenn sich diese auf den Standpunkt stellen, dass Unternehmen ihre Gewinne zu Unrecht in der Schweiz deklariert und versteuert haben. Einer Übernahme des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens kann der Regierungsrat deshalb nur zustimmen, wenn gewährleistet wird, dass die Schiedsklauseln ausschliesslich für zukünftige Steuerjahre gelten. Der Regierungsrat schliesst sich diesbezüglich der Stellungnahme der FDK vom 9. Februar 2018 an¹.

Der Regierungsrat stimmt den Vorlagen mit dieser Einschränkung zu und dankt erneut für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident

Bernhard Pulver

Der Staatsschreiber

Christoph Auer

¹ Vgl. Vgl. Ziffern 4 bis 6 der Stellungnahmen der FDK vom 09.02.2018 auf <http://www.fdk-cdf.ch/>

Finanzen und Gesundheit
Rathaus
8750 Glarus

per E-Mail
vernehmlassungen@sif.admin.ch

Glarus, 12. Januar 2018
Unsere Ref: 2017-248

Vernehmlassung i. S. Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Hochgeachteter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidgenössische Finanzdepartement gab dem Kanton Glarus in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Der Regierungsrat des Kantons Glarus überwies das Geschäft dem Departement Finanzen und Gesundheit zur direkten Erledigung.

Für die Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir und teilen Ihnen mit, dass wir auf eine Stellungnahme verzichten.

Genehmigen Sie, hochgeachteter Herr Bundesrat, sehr geehrte Damen und Herren, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freundliche Grüsse



Dr. oec. Rolf Widmer
Landammann

E-Mail an (PDF- und Word-Version):
- vernehmlassungen@sif.admin.ch

versandt am: **12. Jan. 2018**

Finanzdepartement

Bahnhofstrasse 19
6002 Luzern
Telefon 041 228 55 47
info.fd@lu.ch
www.lu.ch

Öffnungszeiten:
Montag - Freitag
08:00 - 11:45 und 13:30 - 17:00

Eidgenössisches Finanzdepartement

per E-Mail an (Word- und PDF-Dateien):
vernehmlassungen@sif.admin.ch

Luzern, 16. März 2018

Protokoll-Nr.: 299

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 20. Dezember 2017 haben Sie die Kantonsregierungen zur Vernehmlassung zu eingangs erwähnter Vorlage eingeladen.

Im Namen und Auftrag des Regierungsrates teile ich Ihnen mit, dass der Kanton Luzern den beiden Vorlagen im Grundsatz zustimmt. Im Übrigen schliesst sich der Kanton Luzern der Stellungnahme der Konferenz der Kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren vom 9. Februar 2018 an.

Freundliche Grüsse


Marcel Schwerzmann
Regierungsrat

Beilage:

- Stellungnahme der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren vom 9. Februar 2018



KANTON
NIDWALDEN

LANDAMMANN UND
REGIERUNGSRAT

Dorfplatz 2, Postfach 1246, 6371 Stans
Telefon 041 618 79 02, www.nw.ch

CH-6371 Stans, Dorfplatz 2, Postfach 1246, STK

PER E-MAIL

Eidgenössisches
Finanzdepartement EFD
Herr Bundesrat Ueli Maurer
Bundesgasse 3
3003 Bern

Telefon 041 618 79 02
staatskanzlei@nw.ch
Stans, 27. März 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung sowie Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich. Stellungnahme

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 20. Dezember 2017 an die Kantonsregierungen, worin Sie die Kantone um eine Stellungnahme zum Multilateralen Übereinkommen betreffend Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) sowie zum Änderungsprotokoll betreffend das Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich ersuchen. Wir bedanken uns für die Gelegenheit dazu und lassen uns gerne wie folgt vernehmen:

Im Oktober 2015 hat die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) zusammen mit der G20 ihre Schlussberichte im Rahmen des Projektes zur Bekämpfung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (Base Erosion and Profit Shifting [BEPS]) veröffentlicht. Sie enthalten unter anderem auch Bestimmungen (Mindeststandards) zur Anpassung bestehender (bilateraler) Doppelbesteuerungsabkommen (DBA). Zur raschen und kosteneffizienten Umsetzung wurde ein eigenes (multilaterales) Übereinkommen ausgearbeitet (sog. BEPS-Übereinkommen), das inzwischen von knapp 70 Staaten, darunter auch von der Schweiz, unterzeichnet wurde. Inhaltlich geht es hauptsächlich um die Verhinderung von Missbräuchen und die Vermeidung doppelter Nichtbesteuerung. Das Übereinkommen sieht auch ein spezielles Schiedsverfahren vor, das "automatisch" auf bestehende Doppelbesteuerungsabkommen Anwendung finden soll. Mit dem Vereinigten Königreich soll das BEPS-Projekt dagegen durch eine Änderung des entsprechenden Doppelbesteuerungsabkommens umgesetzt werden.

Die Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren (FDK) hat dazu eine eigene Stellungnahme verfasst, welche den beiden Vorlagen grundsätzlich zustimmt. Abgelehnt hingegen wurden von der FDK die Bestimmungen über das Schiedsverfahren. Und auch von der Schweizerischen Steuerkonferenz (SSK) liegt eine grundsätzlich zustimmende Mustervernehmlassung vor, allerdings auch mit dem gleichen Vorbehalt. Wir stimmen den beiden Vorlagen ebenfalls grundsätzlich zu und lehnen die Bestimmungen über das Schiedsverfahren ebenso ab.

I. BEPS-Übereinkommen

1. Grundsätzliche Zustimmung

Die Notwendigkeit der Übernahme internationaler Standards im Steuerbereich ist unbestritten. Wir begrüssen, dass die Schweiz dabei aber in aller Regel jeweils nur den (zwingend umzusetzenden) Mindeststandard übernimmt. Dies gilt auch vorliegend für das BEPS-Übereinkommen. Wir stimmen diesem daher grundsätzlich zu. Eine vorbehaltlose Übernahme der (nicht zwingend umzusetzenden) Bestimmungen über das Schiedsverfahren, welche speziell für das BEPS-Übereinkommen geschaffen wurden, lehnen wir jedoch ab.

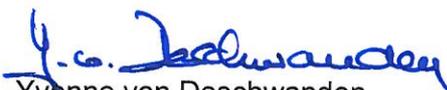
2. Vorbehalt zu den Bestimmungen über das Schiedsverfahren

Das BEPS-Übereinkommen sieht vor, dass die Bestimmungen über das Schiedsverfahren "automatisch" zur Anwendung kommen, sobald ein DBA-Partnerstaat für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert. Schiedsklauseln in bestehenden Doppelbesteuerungsabkommen werden dabei ersetzt, und Doppelbesteuerungsabkommen ohne Schiedsklauseln werden ergänzt. Wir lehnen dies ab. Es ist zu befürchten, dass sich betroffene Unternehmen durch diesen "Automatismus" wenig energisch gegen Doppelbesteuerungsansprüche zur Wehr setzen werden, da sie mit der Anrufung eines Schiedsgerichts damit rechnen können, dass letztlich immer einer der involvierten Staaten die erhobenen Steuern zurückerstatten muss. Diese Risikoverlagerung zu Lasten der Staaten ist stossend, insbesondere dann, wenn das betroffene Unternehmen durch eine aggressive Steuerplanung über ein Niedrigsteuerland wie die Schweiz zumeist selbst die Ursache für ein Schiedsverfahren setzt. Schiedsverfahren sollen sich daher nicht "automatisch" aus (multilateralen) Übereinkommen mit einer Vielzahl von Staaten ergeben, sondern im Rahmen der (bilateralen) Doppelbesteuerungsabkommen unter Abwägung der jeweiligen Interessen im Einzelfall und länderbezogen ausgehandelt werden. Schiedsklauseln machen nur mit sorgfältig ausgewählten Staaten wirklich Sinn. Die Schweiz als Niedrigsteuerland setzt sich andernfalls dem Risiko aus, dass einschlägig bekannte Hochsteuerländer unter Umständen rückwirkend auf viele Jahre die Rückzahlung sämtlicher in der Schweiz bereits geleisteter Steuerzahlungen an das Unternehmen erzwingen – ein nicht unerhebliches finanzpolitisches Risiko für die davon betroffenen Kantone. Bisher trägt grundsätzlich das Unternehmen im Streitfall das Risiko einer (teilweisen) Doppelbesteuerung und ist dementsprechend auch motiviert, sich insbesondere gegen rückwirkende Forderungen energisch zur Wehr zu setzen. Sollten die Bestimmungen über das Schiedsverfahren dennoch übernommen werden, dürfte zumindest keine Rückwirkung bzw. keine verfahrenstechnische Rückanknüpfung erfolgen.

II. Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Vereinigten Königreich

Den Änderungen zum Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Vereinigten Königreich stimmen wir ebenfalls zu. Sie stehen sachlich in engem Zusammenhang mit dem BEPS-Übereinkommen. Dem Vereinigten Königreich genügt das BEPS-Übereinkommen allein offenbar aber nicht, und es bedarf (zusätzlich) einer Anpassung des betreffenden Doppelbesteuerungsabkommens.

Freundliche Grüsse
NAMENS DES REGIERUNGSRATES


Yvonne von Deschwanden
Landammann




lic. iur. Hugo Murer
Landschreiber

Geht an:

- vernehmlassungen@sif.admin.ch



CH-6061 Sarnen, St. Antonistrasse 4, FD

Elektronisch an:
vernehmlassungen@sif.admin.ch

Sarnen, 2. März 2018

Vernehmlassung: Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Ich danke Ihnen für die Gelegenheit, zum obengenannten Geschäft Stellung nehmen zu können.

Der Kanton Obwalden verzichtet in diesem Vernehmlassungsverfahren auf eine eigene Stellungnahme und schliesst sich dem Schreiben der FDK vom 9. Februar 2018 (in der Beilage) an. Besten Dank für Ihre Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse

Maya Büchi-Kaiser
Landammann

Beilage:
-Schreiben der FDK an den Bundesrat vom 9. Februar 2018

**KONFERENZ DER KANTONALEN
FINANZDIREKTORINNEN
UND FINANZDIREKTOREN**

Herr Bundesrat
Ueli Maurer
Vorsteher EFD
Bernhof
3003 Bern

Bern, 9. Februar 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich. Vernehmlassungsstellungnahme.

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir danken Ihnen für die Zustellung der Unterlagen vom 20. Dezember 2017 zu randvermerkter Vernehmlassungsvorlage. Die FDK-Plenarversammlung befasste sich am 2. Februar 2018 mit dem Geschäft und nimmt dazu wie folgt Stellung:

Wir stimmen den beiden Vorlagen weitgehend zu. Wir beantragen jedoch, auf die Ratifikation der **Bestimmungen über das Schiedsverfahren** (6. Teil des BEPS-Übereinkommens) **zu verzichten** und den Bundesbeschluss über die Genehmigung des multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung entsprechend anzupassen.

Im Oktober 2015 wurden die Schlussberichte des OECD/G20-Projekts Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (*Base Erosion and Profit Shifting*, BEPS) verabschiedet. Sie enthalten auch Bestimmungen zur – soweit es sich um Mindeststandards handelt - zwingenden Anpassung bestehender Doppelbesteuerungsabkommen (DBA). Um die Anpassungen rasch und kosteneffizient umsetzen zu können, wurde unter Mitwirkung der Schweiz das BEPS-Übereinkommen ausgearbeitet und am 17. Juni 2017 von knapp 70 Staaten und Gebieten, darunter die Schweiz, unterzeichnet.

1. Wir unterstützen die Ratifikation des BEPS-Übereinkommens grundsätzlich. Ein Verzicht darauf setzte die Schweiz einem Reputationsrisiko aus: sie könnte verdächtigt werden, die DBA-relevanten Mindeststandards nicht umsetzen zu wollen.
2. Die Aufwände für die Anpassung bestehender DBA lassen sich nur mit solchen Partnerstaaten reduzieren, welche die Auffassung der Schweiz teilen, wonach der Wortlaut der

Sekretariat - Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach, CH-3001 Bern
T +41 31 320 16 30 / F +41 31 320 16 33 / www.fdk-cdf.ch

180209 BEPS-Übereinkommen VI-Stn_DEF_D.docx

6. Sollte dennoch das Schiedsverfahren durch Ratifikation des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens eingeführt werden, dann sind wenn immer möglich Vorkehrungen zu treffen, dass Rückwirkungen bzw. verfahrenstechnische Rückanknüpfungen ausgeschlossen werden und die Anwendbarkeit strikte auf Steuerjahre/Bemessungsperioden **nach** dem Wirksamwerden mit dem betreffenden Staat begrenzt wird, also frühestens für Steuerjahre 2019 ff (d. h. ohne Rückwirkung z. B. auf das Jahr 2015, auch wenn dieses erst im 2019 veranlagt wird).

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unseres Antrags.

Freundliche Grüsse

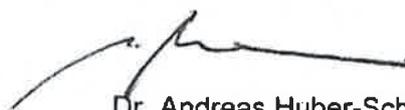
**KONFERENZ DER KANTONALEN
FINANZDIREKTORINNEN UND FINANZDIREKTOREN**

Der Präsident:



Charles Juillard

Der Sekretär:



Dr. Andreas Huber-Schlatter

Kopie (per E-Mail)

- vernehmlassungen@estv.admin.ch
- Mitglieder FDK
- Mitglieder SSK

Kanton Schaffhausen
Regierungsrat
Beckenstube 7
CH-8200 Schaffhausen
www.sh.ch

T +41 52 632 71 11
F +41 52 632 72 00
staatskanzlei@ktsh.ch



Regierungsrat

Vorsteher des Eidgenössischen
Finanzdepartements EFD

per E-Mail:
vernehmlassungen@sif.admin.ch

Schaffhausen, 13. März 2018

Vernehmlassung EFD betreffend Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich; Stellungnahme

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 20. Dezember 2017 haben Sie uns eingeladen, in vorerwähnter Angelegenheit Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für diese Gelegenheit.

Grundsätzlich stimmen wir den beiden Vorlagen zu. Wir beantragen aber dringend, auf die Ratifikation der Bestimmungen über das Schiedsverfahren (6. Teil des BEPS-Übereinkommens) zu verzichten und den betreffenden Bundesbeschluss anzupassen.

Mit Aufnahme der Schiedsgerichtsklausel wird ein zusätzliches Instrument zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen geschaffen. Zudem übt das Bestehen einer Schiedsgerichtsklausel einen gewissen Druck auf die zuständigen Steuerbehörden der Vertragsstaaten aus, bereits im Verständigungsverfahren eine Verständigungslösung zu erzielen. Trotz dieser Gründe und der aktuellen Abkommenspolitik der Schweiz, in den neuen DBA Schiedsgerichtsklauseln aufzunehmen, wird gestützt auf die nachfolgenden Überlegungen dafür plädiert, gestützt auf Art. 28 Abs. 1 BEPS-Übereinkommen einen Vorbehalt hierzu anzubringen.

Gemäss den Ausführungen des erläuternden Berichts sollen alle unter das BEPS-Übereinkommen fallende DBA mit einer entsprechenden Schiedsklausel ergänzt werden, sofern der entsprechende DBA-Partnerstaat der Schweiz ebenfalls für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert hat. Die zurzeit unter das BEPS-Übereinkommen fallenden DBA belaufen sich auf 14 Abkommen. Weitere dürften hinzukommen. Sofern diese Partnerstaaten auch für das Schiedsverfahren optieren, gelangen die entsprechenden Bestimmungen im Verhältnis zu diesen Staaten unmittelbar zur Anwendung, was sich nicht in jedem Fall vorteilhaft für die Schweiz auswirken dürfte. Es ist zu befürchten, dass sich gewisse steuerpflichtige Unternehmungen im Binnenverhältnis wenig energisch gegen kollidierende Doppelbesteuerungsansprüche zur Wehr setzen dürften, da sie mit Anrufung des Schiedsgerichts damit rechnen können, dass einer der involvierten Staaten die erhobenen Steuern zurückerstatten muss. Diese Risikoverlagerung zu Lasten einer der betroffenen Staaten ist als stossend zu bezeichnen, insbesondere dann, wenn das betroffene Unternehmen selbst durch seine Steuerplanung und -gestaltung die Ursache für ein Schiedsverfahren gesetzt hat.

Mit der quasi «automatischen» Übernahme der Schiedsgerichtsverfahren mit Partnerstaaten, welche mit der Schweiz Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen haben, die unter das BEPS-Übereinkommen fallen, hat es die Schweiz nicht mehr in der Hand, mit wem sie Schiedsgerichtsverfahren eingehen will.

Ebenso negativ zu beurteilen ist die Tatsache, dass die betroffene Person bzw. Unternehmung die Verständigungsregelung, durch die der Schiedsspruch umgesetzt wird, ablehnen und den Streitfall zusätzlich von einem Gericht entscheiden lassen kann (siehe Art. 19 Abs. 4 lit. b BEPS-Übereinkommen). Wer ein Schiedsverfahren veranlasst bzw. verursacht, sollte auch dazu verpflichtet werden, sich dem Schiedsspruch zu unterwerfen. Weiter ist nachdrücklich abzulehnen, dass die Kosten des Schiedsgerichtsverfahrens durch die Vertragsstaaten zu tragen sind – selbst wenn der Schiedsspruch durch die betroffene Person abgelehnt wird (vgl. Art. 25 BEPS-Übereinkommen). Auch diese Regelung fördert die aggressive Steuerplanung, da im Fall einer Doppelbesteuerung die betroffenen Vertragsstaaten das vollumfängliche finanzielle Risiko tragen und zudem eine Verständigungslösung finden müssen.

Daher ist ein Vorbehalt zur Übernahme des Schiedsverfahrens aufzunehmen. Wie bisher können auf DBA-Ebene bilateral Schiedsverfahren vereinbart werden, da – wie eingangs erwähnt – gute Gründe dafür sprechen. Die Option, darauf zu verzichten, muss aber der Schweiz nach wie vor offenstehen. Der Weg über das BEPS-Übereinkommen erscheint diesbezüglich zu risikobehaftet und zu nachteilig für den Standort Schweiz.

Sollte dennoch wider Erwarten für das Schiedsverfahren optiert werden, sollte eine rückwirkende Anwendung auf Sachverhalte vor Inkrafttreten strikte ausgeschlossen werden. Ebenso sollte eine Kostenregelung vorbehalten bleiben, welche die Kostentragung nach dem Verursacherprinzip vorsieht.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme und Berücksichtigung unserer Stellungnahme.



Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident:

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Ch. Amsler", written in a cursive style.

Christian Amsler

Der Staatsschreiber:

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Bilger", written in a cursive style.

Dr. Stefan Bilger

6431 Schwyz, Postfach 1260

elektronisch an:
vernehmlassungen@sif.admin.ch

Schwyz, 27. März 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich
Vernehmlassung des Kantons Schwyz

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 20. Dezember 2017 haben Sie die Kantonsregierungen eingeladen, bis 9. April 2018 zur Genehmigung des multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung sowie zur Genehmigung des Änderungsprotokolls zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich Stellung zu nehmen. Gerne machen wir nachfolgend von dieser Möglichkeit Gebrauch.

1. Ausgangslage

Das multilaterale Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) schafft keine neuen Standards, es bezweckt einzig die Umsetzung von bereits erarbeiteten Regeln. Gegenstand der vorliegenden Vernehmlassung zum BEPS-Übereinkommen bildet deshalb insoweit nur die Frage, ob die in den BEPS-Massnahmen geforderte Anpassung der Doppelbesteuerabkommen (DBA) – soweit möglich – multilateral im Rahmen des BEPS-Übereinkommens oder bilateral auf Stufe DBA erfolgen soll.

Gegenstand der vorliegenden Vernehmlassung bildet ferner das Änderungsprotokoll zum DBA mit dem Vereinigten Königreich. Es dient der bilateralen Umsetzung der BEPS-Massnahmen mit Grossbritannien. Der multilaterale Weg über das BEPS-Übereinkommen steht deshalb nicht offen, weil Grossbritannien die schweizerische Sicht nicht teilt, wonach das BEPS-Übereinkommen den Wortlaut eines DBA direkt abändert.

2. Erwägungen

2.1 Soweit es bei den BEPS-Massnahmen um verbindliche Mindeststandards geht, ist deren Umsetzung im Rahmen des BEPS-Übereinkommens sachgerecht und wird deshalb befürwortet.

2.2 Anders sieht es dagegen in Bezug auf das im BEPS-Übereinkommen geregelte Schiedsverfahren (Art. 18 ff.) aus. Diese Bestimmungen stellen keinen Mindeststandard dar (vgl. erläuternder Bericht des Bundesrates, S. 20). Macht die Schweiz keinen entsprechenden Vorbehalt, kann die steuerpflichtige Person gestützt auf Art. 19 Ziff. 1 BEPS-Übereinkommen schriftlich beantragen, dass ihr Fall einem Schiedsverfahren unterworfen wird, wenn innerhalb einer bestimmten Frist keine Verständigungslösung erzielt worden ist. Im Gegensatz zu einem Verständigungsverfahren führt das Schiedsverfahren zu einem für die beteiligten Staaten endgültigen und verbindlichen Schiedsspruch (vgl. erläuternder Bericht des Bundesrates, a.a.O.). Schiedsverfahren bergen deshalb für die Kantone und den Bund ein finanzpolitisches Risiko. Dies gilt umso mehr, weil der internationale Kampf um Steuersubstrat, insbesondere um die Festsetzung der richtigen konzerninternen Verrechnungspreise, mittlerweile von einzelnen Hochsteuerstaaten aggressiv geführt wird, weshalb diese Staaten tendenziell ein geringeres Interesse an einer Verständigungslösung haben dürften. In Übereinstimmung mit der Stellungnahme der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren vom 9. Februar 2018 fordert deshalb auch der Regierungsrat, dass sich die Schweiz die Möglichkeit offen halten soll, ihre Interessen im Einzelfall, d.h. mit Blick auf den konkreten Partnerstaat, abzuwägen und allenfalls von einem obligatorischen Schiedsverfahren – sofern ein solches nicht bereits bilateral im DBA vereinbart ist – abzusehen. Dass damit die Effizienzvorteile des BEPS-Übereinkommens wieder relativiert werden, ist unvermeidbar und hinzunehmen.

2.3 Die vorgesehenen Änderungen zum Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Vereinigten Königreich entsprechen der neuen Abkommenspolitik. Dem Änderungsprotokoll kann daher zugestimmt werden.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Im Namen des Regierungsrates:

Othmar Reichmuth, Landammann



Dr. Mathias E. Brun, Staatsschreiber

Kopie z. K. an:

– die Schwyzer Mitglieder der Bundesversammlung.



Eidgenössisches Finanzdepartement
Bundesgasse 3
3003 Bern

Regierung des Kantons St.Gallen
Regierungsgebäude
9001 St.Gallen
T +41 58 229 32 60
F +41 58 229 38 96

St.Gallen, 28. März 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir danken für Ihr Schreiben vom 20. Dezember 2017 und die Gelegenheit, uns zur Genehmigung des multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) sowie zur Genehmigung des Änderungsprotokolls zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich zu äussern. Zur Vorlage haben wir folgende Bemerkungen:

1. Die Notwendigkeit der Übernahme der im Übereinkommen enthaltenen, zwingenden Mindeststandards ist ausgewiesen und unbestritten. Mit deren Umsetzung wird ein sogenanntes Level Playing Field erreicht, das sich für die Schweiz grundsätzlich vorteilhaft auswirken dürfte, da alle Vertragsstaaten nach denselben Regeln beurteilt werden. Im Weiteren begrüssen wir, dass die Schweiz grundsätzlich nur die zwingenden Mindeststandards übernehmen will und andere Bestimmungen mittels Vorbehalt ausgeschlossen hat. Den darüber hinausgehenden Klauseln, welche die Verhinderung von doppelten Nichtbesteuerungen betreffen, stimmen wir ebenfalls zu. Anders verhält es sich jedoch mit Bezug auf die beabsichtigte Übernahme der nicht zwingenden Bestimmungen über das Schiedsverfahren.

2. Zwar wird mit Aufnahme einer Schiedsgerichtsklausel ein zusätzliches Instrument zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen geschaffen, was auch den Druck auf die zuständigen Steuerbehörden der Vertragsstaaten erhöht, bereits im Verständigungsverfahren eine Lösung zu erzielen. Gleichwohl plädieren wir dafür, gestützt auf Art. 28 Abs. 1 BEPS-Übereinkommen einen Vorbehalt zu den Bestimmungen über das Schiedsverfahren anzubringen. Gemäss den Ausführungen des erläuternden Berichts sollen alle unter das BEPS-Übereinkommen fallenden Doppelbesteuerungsabkommen (DBA) mit einer entsprechenden Schiedsklausel ergänzt werden, sofern der entsprechende DBA-Partnerstaat der Schweiz ebenfalls für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert hat. Die



derzeit unter das BEPS-Übereinkommen fallenden DBA belaufen sich auf 14 Abkommen. Weitere dürften hinzukommen. Sofern diese Partnerstaaten auch für das Schiedsverfahren optieren, gelangen die entsprechenden Bestimmungen im Verhältnis zu diesen Staaten unmittelbar zur Anwendung, was sich nicht in jedem Fall vorteilhaft für die Schweiz auswirken dürfte. Es ist zu befürchten, dass sich gewisse steuerpflichtige Unternehmungen im Binnenverhältnis wenig energisch gegen kollidierende Doppelbesteuerungsansprüche zur Wehr setzen dürften, da sie mit Anrufung des Schiedsgerichtes damit rechnen können, dass einer der involvierten Staaten die erhobenen Steuern zurückerstatten muss. Diese Risikoverlagerung zu Lasten eines der betroffenen Staaten ist als stossend zu bezeichnen, insbesondere dann, wenn das betroffene Unternehmen selbst durch seine Steuerplanung und -gestaltung die Ursache für ein Schiedsverfahren gesetzt hat.

Ebenso negativ beurteilen wir die Tatsache, dass die betroffene Person bzw. Unternehmung die Verständigungsregelung, durch die der Schiedsspruch umgesetzt werden soll, ablehnen und den Streitfall zusätzlich von einem Gericht entscheiden lassen kann (siehe Art. 19 Abs. 4 Bst. b BEPS-Übereinkommen). Wer ein Schiedsverfahren veranlasst bzw. verursacht, sollte auch dazu verpflichtet werden, sich dem Schiedsspruch zu unterwerfen. Weiter ist nachdrücklich abzulehnen, dass die Kosten des Schiedsgerichtsverfahrens durch die Vertragsstaaten zu tragen sind – selbst wenn der Schiedsspruch durch die betroffene Person abgelehnt wird (vgl. Art. 25 BEPS-Übereinkommen). Auch diese Regelung fördert die aggressive Steuerplanung, da im Fall einer Doppelbesteuerung die betroffenen Vertragsstaaten das vollumfängliche finanzielle Risiko tragen und zudem eine Verständigungslösung finden müssen.

Daher ist ein Vorbehalt zur Übernahme des Schiedsverfahrens aufzunehmen. Wie bisher können auf DBA-Ebene bilateral Schiedsverfahren vereinbart werden, da – wie eingangs erwähnt – gute Gründe dafür sprechen. Die Option, darauf zu verzichten, muss aber der Schweiz nach wie vor offenstehen. Der Weg über das BEPS-Übereinkommen erscheint diesbezüglich zu risikobehaftet und zu nachteilig für den Standort Schweiz.

Sollte dennoch wider Erwarten für das Schiedsverfahren optiert werden, sollte eine rückwirkende Anwendung auf Sachverhalte vor Inkrafttreten strikte ausgeschlossen werden. Ebenso sollte eine Kostenregelung vorbehalten bleiben, die das Verursacherprinzip vorsieht.

3. Die vorgesehenen Änderungen zum Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Vereinigten Königreich entsprechen der neuen Abkommenspolitik der Schweiz. Dem Änderungsprotokoll stimmen wir daher vorbehaltlos zu.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Anliegen.



Im Namen der Regierung



Fredy Fässler
Präsident



Canisius Braun
Staatssekretär



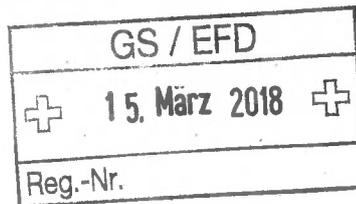
Zustellung auch per E-Mail (pdf- und Word-Version) an:
vernehmlassungen@sif.admin.ch

→ SIF


Thurgau

Staatskanzlei, Regierungsgebäude, 8510 Frauenfeld

Eidgenössisches
Finanzdepartement
Herr Ueli Maurer
Bundesrat
3003 Bern



Frauenfeld, 13. März 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 20. Dezember 2017, mit dem Sie uns Entwürfe über

- ein Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und
- ein Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

zur Vernehmlassung unterbreiten. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und lassen uns gerne wie folgt vernehmen:

I. Multilaterales Übereinkommen

1. Grundsätzliche Zustimmung

Die Notwendigkeit der Übernahme des im Übereinkommen enthaltenen und zwingend umzusetzenden Mindeststandards ist ausgewiesen und unbestritten. Ebenso ist zu befürworten, dass mit dessen Umsetzung ein sog. Level Playing Field erreicht wird, das sich für die Schweiz grundsätzlich vorteilhaft auswirken dürfte, da alle Vertragsstaaten nach denselben Regeln beurteilt werden sollen. Es wird im Weiteren begrüsst, dass die Schweiz gemäss erläuterndem Bericht anlässlich der Unterzeichnung des BEPS-Übereinkommens grundsätzlich nur den zwingend umzusetzenden Mindeststandard



2/3

übernehmen will und andere Bestimmungen mittels Vorbehalt ausgeschlossen hat. Den vom Anwendungsausschluss vorgesehenen Ausnahmen, der Bestimmung zur Verhinderung von doppelten Nichtbesteuerungen (Option A von Art. 5) sowie der zweiten zusätzlichen Bestimmung für die Präambel eines DBA (Abs. 3 von Art. 6), kann zugestimmt werden, nicht aber der vorbehaltlosen Übernahme des nicht zwingend umzusetzenden Schiedsverfahrens. Dies aus folgenden Gründen:

2. Gründe für einen Vorbehalt zur Übernahme der Bestimmungen zum Schiedsgerichtsverfahren

Mit Aufnahme der Schiedsgerichtsklausel wird ein zusätzliches Instrument zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen geschaffen. Zudem übt das Bestehen einer Schiedsgerichtsklausel einen gewissen Druck auf die zuständigen Steuerbehörden der Vertragsstaaten aus, bereits im Verständigungsverfahren eine Verständigungslösung zu erzielen. Trotz dieser Gründe und der aktuellen Abkommenspolitik der Schweiz, in den neuen DBA Schiedsgerichtsklauseln aufzunehmen, wird dafür plädiert, gestützt auf Art. 28 Abs. 1 BEPS-Übereinkommen hierzu aufgrund der nachstehenden Überlegungen einen Vorbehalt anzubringen.

Gemäss den Ausführungen des erläuternden Berichts sollen alle unter das BEPS-Übereinkommen fallenden DBA mit einer entsprechenden Schiedsklausel ergänzt werden, sofern der entsprechende DBA-Partnerstaat der Schweiz ebenfalls für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert hat. Die zurzeit unter das BEPS-Übereinkommen fallenden DBA belaufen sich auf 14 Abkommen. Weitere dürften hinzukommen. Sofern diese Partnerstaaten auch für das Schiedsverfahren optieren, gelangen die entsprechenden Bestimmungen im Verhältnis zu diesen Staaten unmittelbar zur Anwendung, was sich nicht in jedem Fall vorteilhaft für die Schweiz auswirken dürfte. Es ist nämlich zu befürchten, dass sich gewisse steuerpflichtige Unternehmungen im Binnenverhältnis kaum gegen kollidierende Doppelbesteuerungsansprüche zur Wehr setzen werden, da sie durch die Anrufung des Schiedsgerichts mit der Rückerstattung der erhobenen Steuern durch einen der involvierten Staaten rechnen können. Diese Risikoverlagerung ist stossend, insbesondere dann, wenn das betroffene Unternehmen selbst aufgrund seiner Steuerplanung und -gestaltung ein Schiedsverfahren verursacht hat.

Mit der quasi „automatischen“ Übernahme der Schiedsgerichtsverfahren mit Partnerstaaten, welche mit der Schweiz Doppelbesteuerungsabkommen haben, die unter das BEPS-Übereinkommen fallen, hat es die Schweiz nicht mehr in der Hand, mit wem sie Schiedsverfahren eingehen will.

Ebenso negativ zu beurteilen ist die Tatsache, dass die betroffene Person bzw. Unternehmung die Verständigungsregelung, durch die der Schiedsspruch umgesetzt wird,



3/3

ablehnen und den Streitfall zusätzlich von einem Gericht entscheiden lassen kann (siehe Art. 19 Abs. 4 lit. b BEPS-Übereinkommen). Wer ein Schiedsverfahren veranlasst bzw. verursacht, sollte auch dazu verpflichtet werden, sich dem Schiedsspruch zu unterwerfen. Weiter ist nachdrücklich abzulehnen, dass die Kosten des Schiedsgerichtsverfahrens durch die Vertragsstaaten zu tragen sind - selbst wenn der Schiedsspruch durch die betroffene Person abgelehnt wird (vgl. Art. 25 BEPS-Übereinkommen). Auch diese Regelung fördert eine aggressive Steuerplanung, da im Fall einer Doppelbesteuerung die betroffenen Vertragsstaaten das vollumfängliche finanzielle Risiko tragen und zudem eine Verständigungslösung finden müssen.

Daher ist ein Vorbehalt zur Übernahme des Schiedsverfahrens aufzunehmen. Wie bisher sollen auf DBA-Ebene bilateral Schiedsverfahren vereinbart werden, da - wie eingangs erwähnt - gute Gründe dafür sprechen. Die Option, darauf zu verzichten, muss aber der Schweiz nach wie vor offenstehen. Der Weg über das BEPS-Übereinkommen erscheint diesbezüglich zu risikobehaftet und zu nachteilig für den Standort Schweiz.

Sollte dennoch wider Erwarten für das Schiedsverfahren optiert werden, sollte eine rückwirkende Anwendung auf Sachverhalte vor dessen Inkrafttreten strikte ausgeschlossen werden. Ebenso sollte eine Kostenregelung vorbehalten bleiben, welche die Kostentragung nach dem Verursacherprinzip vorsieht.

II. Änderungsprotokoll zum DBA Schweiz - UK

Die vorgesehenen Änderungen zum Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Vereinigten Königreich entsprechen der neuen Abkommenspolitik. Dem Änderungsprotokoll kann daher vorbehaltlos zugestimmt werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Mit freundlichen Grüßen

Die Präsidentin des Regierungsrates

Der Staatschreiber





Landammann und Regierungsrat des Kantons Uri

Eidgenössisches Finanzdepartement (EFD)
Staatssekretariat für internationale Finanzfragen (SIF)
Bundesgasse 3
3003 Bern

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich; Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns mit Schreiben vom 20. Dezember 2017 zur Vernehmlassung zu randvermerkter Vorlage eingeladen. Für die Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir Ihnen.

Gegenstand dieser Vorlage bildet das multilaterale Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (nachfolgend «BEPS-Übereinkommen») und zusätzlich das Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen (DBA) mit dem Vereinigten Königreich (nachfolgend «Änderungsprotokoll zum DBA-GB»).

Der Regierungsrat begrüsst grundsätzlich die Ratifikation des BEPS-Übereinkommens, da ein Verzicht von den G20- und OECD-Staaten nicht verstanden und einen entsprechenden Reputationsverlust zur Folge hätte. Positiv zu werten sind die Bestrebungen, nur die zwingend notwendigen Mindeststandards umzusetzen. Hingegen lehnt er die Ratifikation des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens, wonach automatisch eine Schiedsklausel aus einer multinationalen Vereinbarung übernommen wird, strikte ab. Er verzichtet darauf, eine separate Stellungnahme zu verfassen. Stattdessen schliesst er sich ausdrücklich der Stellungnahme der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanz-

direktoren (FDK) vom 9. Februar 2018 an und verweist auf die detaillierte Begründung für den Verzicht auf die automatische Übernahme der Schiedsklausel (vgl. Beilage Ziff. 4 bis 6).

Hingegen begrüsst er die regelmässige Überprüfung der Umsetzung von Mindeststandards des BEPS-Übereinkommens mittels sogenannter Peer Reviews durch das OECD-Gremium «Inclusive Framework on BEPS». Dadurch sollte es keinem Staat gelingen, durch Nichtumsetzung von Mindeststandards einen komparativen Wettbewerbsvorteil zu erlangen.

Die vorgeschlagenen Änderungen zum Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Vereinigten Königreich entsprechen der neuen Abkommenspolitik der Schweiz. Der Regierungsrat stimmt dem Änderungsprotokoll zum DBA-GB vorbehaltlos zu.

Sehr geehrter Herr Bundesrat, sehr geehrte Damen und Herren, wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und grüssen freundlich.

Altdorf, 29. März 2018



Im Namen des Regierungsrats

Der Landammann

Der Kanzleidirektor


Beat Jörg


Roman Balli

Beilage

- Stellungnahme der FDK vom 9. Februar 2018



Finanzdirektion, Postfach, 6301 Zug

Per E-Mail an: vernehmlassungen@sif.admin.ch

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD

Herr Bundesrat Ueli Maurer

Bundesgasse 3

3003 Bern

T direkt 041 728 36 01

heinz.taennler@zg.ch

Zug, 21. März 2018 ween

FD FDS 6 / 146 / 97977

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung («BEPS-Übereinkommen») und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich; Vernehmlassung des Kantons Zug

Sehr geehrter Herr Bundesrat Maurer

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf das am 20. Dezember 2017 eröffnete Vernehmlassungsverfahren in oben erwähnter Sache und bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Der Regierungsrat hat an seiner Sitzung vom 16. Januar 2018 die Finanzdirektion mit der direkten Beantwortung der Vernehmlassung beauftragt. Zur Vorlage äussern wir uns wie folgt:

Anträge:

1. Das BEPS-Übereinkommen sei zu ratifizieren, wobei jedoch auf die Optierung zur Anwendung des sechsten Teils (Schiedsverfahren) zu verzichten sei. Eventualiter sei das Schiedsverfahren auf künftige Steuerperioden einzuschränken.
2. Das Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich sei zu ratifizieren.

Begründung:

Zu Ziffer 1:

Die Schweiz hat aktiv am BEPS-Projekt mitgewirkt. Dadurch konnte unter anderem erreicht werden, dass das BEPS-Übereinkommen flexibel ausgestaltet und nur der Minimalstandard für die Vertragsstaaten zwingend umsetzbar ist. Der Minimalstandard deckt sich mit der heutigen

schweizerischen Abkommenspolitik. Zudem dürfte durch die Umsetzung in einer Vielzahl von Drittstaaten, die Konkurrenten des Wirtschaftsstandortes Schweiz sind, der Grad an einheitlichen Wettbewerbsbedingungen («level playing field») im Abkommensrecht zunehmen, was sich für die Schweiz eher vorteilhaft auswirken dürfte. Wir stimmen deshalb der Ratifikation des BEPS-Übereinkommens mit den angedachten Vorbehalten grundsätzlich zu. Nicht einverstanden sind wir jedoch mit der Optierung zur Anwendung des sechsten Teils.

Der sechste Teil des BEPS-Übereinkommens regelt das Schiedsverfahren. Er ist nicht Teil des Minimalstandards, so dass er nicht zwingend umzusetzen ist.

Das BEPS-Übereinkommen hat eine dynamische Anwendungsweise. Geht man momentan von vierzehn korrespondierenden Partnerstaaten aus, so dürfte sich deren Zahl in Zukunft laufend erhöhen, wenn ein Partnerstaat entsprechende Notifikationen abgibt. Optiert der Partnerstaat zur Anwendung des Schiedsverfahrens, so gelangen die entsprechenden Bestimmungen im Verhältnis zu diesem Staat automatisch zur Anwendung, was sich nicht in jedem Fall vorteilhaft für die Schweiz auswirken dürfte. Denkbar sind dabei mannigfaltige Konstellationen, so beispielsweise, jedoch nicht abschliessend:

- Die Schweiz verfügt über keine eigenständigen Verrechnungspreisvorschriften, bekennt sich jedoch zur Anwendung des OECD-Standards¹. Viele Partnerstaaten hingegen haben eigenständige Verrechnungspreisvorschriften, die im Detaillierungs- und Eingriffsgrad wesentlich über den OECD-Standard hinausgehen, und wenden diese auch im internationalen Verhältnis konsequent an. Dies führt nicht selten bereits heute zu Verständigungsverfahren, denen ausländische Verrechnungspreiskorrekturen zugrunde liegen, die bei Anwendung des OECD-Standards kaum oder zumindest nicht im konkreten Ausmass vorgenommen worden wären.
- Auch treten bereits heute Fälle auf, in denen trotz vorhandener adäquater Substanz mit den entsprechenden Funktions- und Risikoträgern in der Schweiz in ausländischen Hochsteuerstaaten Aufrechnungen mit der pauschalen Begründung fehlender Substanz in der Schweiz vorgenommen werden.
- Es sind auch Fälle zu beobachten, in denen die betroffenen Unternehmen selbst durch ihre Steuerplanung und -gestaltung die Ursache für eine Verrechnungspreiskorrektur im Ausland gesetzt haben, indem z. B. aktiv Graubereiche ausgelotet oder aggressiv «forcierete» Steueroptimierung betrieben wurde.

Heutzutage wehren sich die betroffenen Unternehmen in der Regel bereits im Partnerstaat gegen Aufrechnungen, die sie als ungerechtfertigt erachten. Mit der Einführung der Schiedsklausel sinkt die Veranlassung zu Rechtsmitteln im Ausland, besteht doch die Gewissheit, dass die Doppelbesteuerung letztlich per Schiedsurteil und damit mitunter auch zu Lasten der Schweiz beseitigt wird. Damit vergegenwärtigt die Schweiz vermehrt das Risiko, dass sie Verrechnungspreiskorrekturen zu tragen hat und damit Steuerrückzahlungen leisten muss, die auf äusserst restriktiven, massiv über den OECD-Standard hinausgehenden ausländischen Verrech-

¹ OECD-Verrechnungspreisleitlinien für multinationale Unternehmen und Steuerverwaltungen

nungspreisregimes oder aber auch nicht sachgerechten Verrechnungspreisfestlegungen durch die betroffenen Unternehmen basieren.

Während ein Verständigungsverfahren im schlimmsten Fall scheitern kann, muss ein Schiedsurteil durch den unterlegenen Staat zwingend umgesetzt werden, d. h. der betroffene Kanton müsste im schlimmsten Fall die Steuererträge von Bund, Kanton, Sitzgemeinde und Kirche für viele Jahre rückerstatten, was entsprechende haushaltpolitische Risiken, insbesondere für kleinere Gemeinwesen, mit sich bringt. Diese einseitige Risikoverschiebung zu Lasten eines der betroffenen Staaten ist als stossend zu bezeichnen.

Eine Schiedsklausel in Doppelbesteuerungsabkommen wird nicht grundsätzlich bestritten, führt sie doch zu einem gewissen Druck, Lösungen in Verständigungsverfahren zu finden, und bietet Steuerpflichtigen einen stärkeren Schutz vor internationaler Doppelbesteuerung. Gleichwohl sollte sie ein Instrument bleiben, welches nur mit ausgesuchten Partnerstaaten nach sorgfältiger Abwägung aller Chancen und Risiken eingeführt wird. Damit ist eine dynamische, automatische Einführung fehl am Platz, so dass auf die Optierung zur Anwendung des sechsten Teils des BEPS-Übereinkommens zu verzichten und ein entsprechender zusätzlicher Vorbehalt anzubringen ist. Vielmehr sollte die Schiedsklausel einzelfallweise in Abkommensrevisionen mit ausländischen Partnerstaaten aufgenommen werden, wo dies schweizerischerseits als adäquat erachtet wird.

Ergänzend möchten wir darauf hinweisen, dass die Einführung des BEPS-Übereinkommens die Übersichtlichkeit im Bereich des internationalen Steuerrechts signifikant erschweren und damit den Vollzugsaufwand erhöhen wird. Wird nach den massgeblichen Regelungen zwischen der Schweiz und einem Partnerstaat gesucht, so reicht heute in der Regel ein Blick ins jeweilige Doppelbesteuerungsabkommen. Künftig dürfte dies in vielen Fällen nicht mehr ausreichen. Vielmehr muss in einem weiteren Schritt abgeklärt werden, ob das BEPS-Übereinkommen im Verhältnis zum Partnerstaat anwendbar ist, und ob ein «Matching» für die entsprechende Bestimmung des Übereinkommens vorliegt. Es ist deshalb wünschenswert, dass das herkömmliche Abkommensrecht möglichst rasch nachgeführt und damit Kohärenz hergestellt wird.

Für die Zwischenzeit regen wir an, dass die mit der Materie befassten Bundesstellen regelmässig Übersichten zum BEPS-Übereinkommen publizieren, aus denen die anwendbaren Bestimmungen pro Partnerstaat hervorgehen. Solche Übersichten erleichtern den kantonalen Veranlagungsbehörden den Zugang zu den massgeblichen Bestimmungen und dürften deshalb sinn gemäss auch im Interesse der steuerpflichtigen Unternehmen sowie ihrer Vertreterinnen und Vertreter sein.

Zum Eventualantrag:

Sollte dennoch wider Erwarten für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert werden, ist eine rückwirkende Anwendbarkeit auf Sachverhalte vor Inkrafttreten strikte auszuschliessen.

Seite 4/4

Zu Ziffer 2:

Wir stimmen dem Änderungsprotokoll zu.

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse
Finanzdirektion



Heinz Tännler
Regierungsrat

Kopie per E-Mail an:

- vernehmlassungen@sif.admin.ch (als PDF- und Word-Datei)
- Staatskanzlei (Geschäftskontrolle und Aufschaltung im Internet)
- Steuerverwaltung



Eidgenössisches Finanzdepartement
Staatsekretariat für Internationale Finanzfragen
3003 Bern

28. März 2018 (RRB Nr. 303/2018)

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich (Vernehmlassung)

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 20. Dezember 2017, mit dem Sie uns den Entwurf des Multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) und das Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich (DBA-GB) zur Stellungnahme unterbreitet haben. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und äussern uns wie folgt:

Mit der Übernahme des Mindeststandards des BEPS-Übereinkommens sind wir einverstanden. Die Notwendigkeit der Übernahme des Mindeststandards dürfte allgemein anerkannt sein. Dass mit dem Mindeststandard alle Vertragsstaaten nach denselben Regeln beurteilt werden, wird sich für die Schweiz positiv auswirken.

Hingegen lehnen wir die über den Mindeststandard hinausgehende Aufnahme der Schiedsklausel des BEPS-Übereinkommens ab. Schiedsklauseln liegen zwar im Interesse der Wirtschaft, da sie zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen beitragen. Die Schiedsklausel gemäss Teil 6 des BEPS-Übereinkommens hat aber den Nachteil, dass sie die steuerliche Souveränität der Vertragsstaaten einschränkt. Weiter führt sie zu einer Risikoverlagerung von den steuerpflichtigen Unternehmen zu den betroffenen Staaten. Es ist zu befürchten, dass sich steuerpflichtige Unternehmen weniger energisch gegen kollidierende Doppelbesteuerungsansprüche zur Wehr setzen werden, da sie dank der Schiedsklausel damit rechnen können, dass einer der Vertragsstaaten die erhobenen Steuern zurückerstatten wird. Stossend ist weiter, dass das betroffene Unternehmen die Verständigungsregelung, durch die der Schiedsspruch umgesetzt wird, ablehnen kann und den Streitfall zusätzlich von einem staatlichen Gericht entscheiden lassen kann (vgl. Art. 19 Abs. 4 Bst. b



BEPS-Übereinkommen). Wer ein Schiedsverfahren beantragt, soll auch an den Schiedsspruch gebunden sein. Weiter lehnen wir ab, dass die Kosten des Schiedsverfahrens durch die Vertragsstaaten zu tragen sind, selbst wenn der Schiedsspruch durch die betroffene Person abgelehnt wird (vgl. Art. 25 BEPS-Übereinkommen). Auch dies fördert die aggressive Steuerplanung durch die steuerpflichtigen Unternehmen, da im Fall einer Doppelbesteuerung die Vertragsstaaten das finanzielle Risiko tragen.

Zusammenfassend sind wir damit einverstanden, dass die Schweiz den Mindeststandard des BEPS-Übereinkommens übernimmt. Dagegen sollte von der Übernahme der Schiedsklausel des BEPS-Übereinkommens abgesehen werden. Stattdessen kann für jedes DBA einzeln geprüft werden, ob eine Schiedsklausel mit dem anderen Vertragsstaat vereinbart werden soll.

Mit dem Änderungsprotokoll zum DBA-GB wird der Mindeststandard gemäss BEPS-Übereinkommen, die Bestimmung zur Verhinderung der doppelten Nichtbesteuerung und die ergänzte Präambel auf bilateralem Weg in das DBA-GB eingefügt. Dies ist zu begrüßen.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat,
die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident:

Markus Kägi

Die Staatsschreiberin:

Dr. Kathrin Arioli



KONFERENZ DER KANTONALEN
FINANZDIREKTORINNEN
UND FINANZDIREKTOREN

Herr Bundesrat
Ueli Maurer
Vorsteher EFD
Bernerhof
3003 Bern

Bern, 9. Februar 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich. Vernehmlassungsstellungnahme.

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir danken Ihnen für die Zustellung der Unterlagen vom 20. Dezember 2017 zu randvermerkter Vernehmlassungsvorlage. Die FDK-Plenarversammlung befasste sich am 2. Februar 2018 mit dem Geschäft und nimmt dazu wie folgt Stellung:

Wir stimmen den beiden Vorlagen weitgehend zu. Wir beantragen jedoch, auf die Ratifikation der **Bestimmungen über das Schiedsverfahren** (6. Teil des BEPS-Übereinkommens) **zu verzichten** und den Bundesbeschluss über die Genehmigung des multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung entsprechend anzupassen.

Im Oktober 2015 wurden die Schlussberichte des OECD/G20-Projekts Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (*Base Erosion and Profit Shifting*, BEPS) verabschiedet. Sie enthalten auch Bestimmungen zur – soweit es sich um Mindeststandards handelt - zwingenden Anpassung bestehender Doppelbesteuerungsabkommen (DBA). Um die Anpassungen rasch und kosteneffizient umsetzen zu können, wurde unter Mitwirkung der Schweiz das BEPS-Übereinkommen ausgearbeitet und am 17. Juni 2017 von knapp 70 Staaten und Gebieten, darunter die Schweiz, unterzeichnet.

1. Wir unterstützen die Ratifikation des BEPS-Übereinkommens grundsätzlich. Ein Verzicht darauf setzte die Schweiz einem Reputationsrisiko aus: sie könnte verdächtigt werden, die DBA-relevanten Mindeststandards nicht umsetzen zu wollen.
2. Die Aufwände für die Anpassung bestehender DBA lassen sich nur mit solchen Partnerstaaten reduzieren, welche die Auffassung der Schweiz teilen, wonach der Wortlaut der

Sekretariat - Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach, CH-3001 Bern
T +41 31 320 16 30 / F +41 31 320 16 33 / www.fdk-cdf.ch

180209 BEPS-Übereinkommen VI-Stn_DEF_D.docx

vom BEPS-Übereinkommen erfassten DBA durch dieses abgeändert wird. Derzeit handelt es sich um 14 Staaten, zu welchen noch weitere hinzukommen können.¹ Nur, aber immerhin in diesen Fällen lässt sich der Anpassungsaufwand zwar für das Parlament und den Bundesrat, nicht aber für die Bundesverwaltung reduzieren. Der Rationalisierungseffekt der Ratifikation des BEPS-Übereinkommens ist somit begrenzt. Er liesse sich zwar vergrössern, indem die Schweiz auf Vereinbarungen über den geänderten Wortlaut verzichtete und stattdessen die Auffassung übernahm, wonach das BEPS-Übereinkommen die Texte der DBA nicht abändert, sondern sie nebeneinander bestehen, das spätere BEPS-Übereinkommen jedoch den älteren DBA vorgeht. Dies stünde jedoch im Gegensatz zur schweizerischen Gesetzgebungs- und Publikationspraxis, führte zu einem Verlust an Rechtssicherheit, Klarheit und Lesbarkeit nicht nur für rechtssuchende Steuerpflichtige, schweizerische Steuerbehörden und Gerichte, sondern auch im Verkehr mit den Partnerstaaten: der anfänglich mit dem Verzicht auf Vereinbarungen über den Wortlaut eingesparte Aufwand könnte später in den Verständigungs- und Schiedsverfahren anfallen.

3. Die angebrachten Vorbehalte scheinen, die Flexibilität des BEPS-Übereinkommens angemessen und zweckmässig ausnutzen.
4. **Hingegen lehnen wir die Ratifikation des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens ab.** Zwar stehen Schiedsklauseln im Einklang mit der DBA-Politik der Schweiz. Wir lehnen solche nicht zum vornherein ab. Schiedsverfahren sollen sich jedoch nicht automatisch aus einer multinationalen Vereinbarung ergeben. Stattdessen sind Schiedsklauseln ausschliesslich in den bilateralen DBA nach sorgfältiger Abwägung der Chancen und Risiken einzelfallweise je nach konkret betroffenem Staat vorzusehen. Würde die Schweiz Teil 6 des BEPS-Übereinkommens ratifizieren, beraubte sie sich der Möglichkeit, im Einzelfall ihre Interessen abwägen zu können: die Mechanik des Schiedsverfahrens gemäss dem BEPS-Übereinkommen sieht vor, dass dessen Bestimmungen über das Schiedsverfahren automatisch zur Anwendung kommen, sobald irgendein DBA-Partnerstaat ebenfalls für die Anwendung des Schiedsverfahrens optiert hat. Bestehende Schiedsklauseln würden ersetzt und DBA mit fehlenden Schiedsklauseln würden ergänzt. Die Schweiz verlöre die Kontrolle darüber, mit welchen Staaten sie sich einem Schiedsverfahren zu stellen hätte.
5. Sie setzte sich so dem erheblichen finanzpolitischen Risiko aus, dass einschlägig bekannte Hochsteuerstaaten mit der Begründung fehlender oder ungenügender Substanz in der Schweiz oder «falscher» Verrechnungspreise rückwirkend auf viele Jahre hinaus sämtliche bereits geleisteten Steuerzahlungen zurückfordern. Ein entsprechendes Urteil des Schiedsgerichts wäre vom unterliegenden Staat zwingend umzusetzen, d. h. der betroffene Kanton müsste die Steuererträge von Bund, Kanton und Sitzgemeinde für viele Jahre rückwirkend an das Unternehmen zurücküberweisen, auch wenn das Unternehmen selbst die entsprechenden Gewinne in den Steuererklärungen deklariert und stets versichert hat, dass die Substanz der Geschäftstätigkeit entsprechend angemessen vorhanden sei und die Verrechnungspreise Drittkonditionen standhalten. Bisher trägt das Unternehmen im Streitfall das Risiko einer (teilweisen) Doppelbesteuerung und hat entsprechend einen Anreiz, sich gegen rückwirkende Forderungen energisch zur Wehr zu setzen, auch mit entsprechendem Einsatz und Kosten. Neu wird das finanzielle Risiko vollumfänglich auf die beteiligten Staaten abgewälzt, das Unternehmen selbst trägt keinerlei Risiko mehr, was vor allem dann stossend ist, wenn das Unternehmen selbst durch Ausloten von Graubereichen und «forcierte» Steueroptimierung das Risiko geschaffen und aktiv beeinflusst hat. Politisch wäre es kaum vermittelbar, weshalb ein Kanton rückwirkend für zehn Jahre einen hohen Millionen-Betrag bereits bezahlter Steuern zurückerstatten muss. Ein solches Risiko sollte nicht ohne Not und Zwang eingegangen werden: die Bestimmungen über das Schiedsverfahren stellen keinen Mindeststandard dar. Die das BEPS-Übereinkommen unterzeichnenden Staaten und Gebiete sind frei, ob diese Bestimmungen für sie gelten sollen oder nicht.

¹ Vgl. erläuternder Bericht, Ziff. 1.4, S. 7.

6. Sollte dennoch das Schiedsverfahren durch Ratifikation des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens eingeführt werden, dann sind wenn immer möglich Vorkehrungen zu treffen, dass Rückwirkungen bzw. verfahrenstechnische Rückanknüpfungen ausgeschlossen werden und die Anwendbarkeit strikte auf Steuerjahre/Bemessungsperioden **nach** dem Wirksamwerden mit dem betreffenden Staat begrenzt wird, also frühestens für Steuerjahre 2019 ff (d. h. ohne Rückwirkung z. B. auf das Jahr 2015, auch wenn dieses erst im 2019 veranlagt wird).

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unseres Antrags.

Freundliche Grüsse

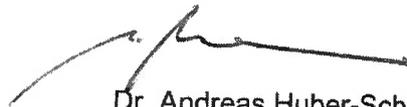
**KONFERENZ DER KANTONALEN
FINANZDIREKTORINNEN UND FINANZDIREKTOREN**

Der Präsident:



Charles Juillard

Der Sekretär:



Dr. Andreas Huber-Schlatter

Kopie (per E-Mail)

- vernehmlassungen@estv.admin.ch
- Mitglieder FDK
- Mitglieder SSK

**CONFERENCE DES
DIRECTRICES ET DIRECTEURS
CANTONAUX DES FINANCES**

Monsieur le Conseiller fédéral
Ueli Maurer
Chef DFF
Bernernhof
3003 Berne

Berne, le 9 février 2018

Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (« convention BEPS ») et protocole d'amendement de la convention contre les doubles impositions entre la Confédération suisse et le Royaume-Uni. Prise de position.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous avons bien reçu les documents du 20 décembre 2017 relatifs au projet susmentionné et vous en remercions. Après examen du dossier le 2 février 2018, l'Assemblée plénière CDF prend position comme suit :

Nous approuvons les deux projets dans leurs grandes lignes. Nous proposons néanmoins de **renoncer à ratifier les dispositions relatives à l'arbitrage** (partie 6 de la convention BEPS) et de modifier en conséquence l'arrêté fédéral portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

Les rapports finaux du projet OCDE/G20 consacré à la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (*Base Erosion and Profit Shifting*, BEPS) ont été approuvés en octobre 2015. Ces rapports contiennent des dispositions qui exigent de modifier les conventions contre les doubles impositions (CDI) existantes, dès lors qu'il s'agit de standards minimaux. Pour permettre une mise en œuvre rapide, efficace et peu coûteuse des modifications, la convention BEPS a été élaborée avec le concours de la Suisse et signée par 70 États et territoires, dont la Suisse, le 17 juin 2017.

1. Nous soutenons la ratification de la convention BEPS sur le fond. Si la Suisse y renonçait, sa réputation risquerait d'être mise à mal : on pourrait en effet la soupçonner de ne pas vouloir appliquer les standards minimaux en lien avec les CDI.
2. La charge de travail qui résultera de la modification des CDI existantes ne pourra être réduite qu'avec les États qui reconnaissent comme la Suisse que la teneur de la CDI modifiée est précisément modifiée par la convention BEPS. Il s'agit pour l'heure de

14 États, qui pourraient être rejoints par d'autres.¹ À noter que seuls le Parlement et le Conseil fédéral verront, dans ces deux cas, leur charge de travail diminuer, mais pas l'administration fédérale. Comme on le voit, la ratification de la convention BEPS n'aura un effet que limité en termes de rationalisation, qui pourrait certes être plus important si la Suisse renonçait à des conventions sur la teneur modifiée et défendait l'idée que la convention BEPS ne modifie pas les CDI, mais qu'elles existent parallèlement et que la convention BEPS ultérieure primera les anciennes CDI. Cela serait toutefois contraire à la pratique législative et de publication que connaît la Suisse, conduirait à une perte de sécurité juridique, de clarté et de lisibilité non seulement pour les contribuables à la recherche de conseils juridiques, pour les autorités fiscales et les tribunaux suisses, mais aussi dans les relations avec les pays partenaires : l'économie de travail réalisée au début en renonçant à des conventions sur la teneur des textes pourrait se solder ultérieurement par des procédures amiables et d'arbitrage.

3. Les réserves invoquées nous semblent tirer parti de manière correcte et judicieuse de la souplesse apportée par la convention BEPS.
4. **Nous rejetons par contre la ratification de la partie 6 de la convention BEPS.** Bien que les clauses d'arbitrage soient conformes à la politique de la Suisse en matière de CDI et que nous n'y soyons pas opposés sur le principe, nous considérons qu'il est inopportun que des procédures d'arbitrage découlent automatiquement d'une convention multilatérale. Les clauses d'arbitrage devraient être prévues exclusivement dans le cadre des CDI bilatérales, à l'issue d'un examen minutieux des chances et des risques liés au cas concret, en fonction de l'État concerné. Si la Suisse ratifiait la partie 6 de la convention BEPS, elle se priverait de la possibilité de peser ses intérêts dans chaque cas particulier : le mécanisme d'arbitrage établi en vertu de la convention BEPS prévoit que les dispositions de ladite convention relatives à la procédure d'arbitrage s'appliquent automatiquement à tout État partenaire à une CDI ayant également opté pour la procédure d'arbitrage. Les clauses d'arbitrage existantes seraient remplacées et les CDI sans clauses d'arbitrage seraient complétées. La Suisse perdrait le contrôle sur le choix des États avec lesquels elle est disposée à se soumettre à une procédure d'arbitrage.
5. Elle s'exposerait ainsi au risque financier considérable de voir des États à forte imposition notoirement connus exiger, au motif de l'absence ou du manque de volume d'affaires en Suisse ou de prix de transfert « erronés », le remboursement rétroactif sur plusieurs années de tous les paiements d'impôt déjà effectués. Toute décision rendue en ce sens par un tribunal arbitral devant obligatoirement être exécutée par l'État soumis à la procédure, le canton concerné devrait rembourser rétroactivement sur plusieurs années à la société les recettes fiscales de la Confédération, du canton et de la commune-siège, quand bien même l'entreprise aurait déclaré elle-même les gains correspondants dans les déclarations fiscales et assuré en permanence qu'elle disposait de la substance économique requise et que les prix de transfert respectaient les conditions de tiers. Aujourd'hui, en cas de différend, l'entreprise s'expose au risque d'une double imposition (partielle) et a donc intérêt à se défendre énergiquement contre toute réclamation de paiement rétroactif, en investissant le temps et l'argent nécessaires à cette fin. Désormais, le risque financier serait entièrement reporté de l'entreprise vers les États concernés, ce qui est particulièrement choquant lorsque l'entreprise a elle-même créé et activement aggravé ce risque en exploitant des zones grises et en « forçant » l'optimisation fiscale. Sur le plan politique, il serait extrêmement difficile d'expliquer pourquoi un canton devrait rembourser durant dix ans un montant de plusieurs millions sur des impôts déjà payés. Personne ne devrait encourir un tel risque sans y être contraint et forcé : les dispositions relatives à l'arbitrage ne constituent pas un standard minimum. Les États et régions signataires de la convention BEPS sont libres de décider de les appliquer ou non.

¹ Voir rapport explicatif, chiffre 1.4, p. 7.

6. Si la procédure d'arbitrage devait néanmoins être introduite suite à la ratification de la partie 6 de la convention BEPS, il conviendrait dans la mesure du possible de prendre des mesures pour exclure tout effet rétroactif ou lien rétroactif fondé sur une procédure et limiter l'applicabilité aux années fiscales/périodes de calcul **postérieures** à l'entrée en vigueur de la convention avec l'État concerné, soit au plus tôt aux années fiscales 2019 et suivantes (c'est-à-dire sans possibilité de rétroactivité à compter, p. ex., de l'exercice 2015, même si la taxation de ce dernier n'intervient qu'en 2019).

En vous remerciant de nous avoir donné la possibilité de nous exprimer et de bien vouloir tenir compte de notre demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de notre haute considération.

CONFÉRENCE DES DIRECTRICES ET DES DIRECTEURS CANTONAUX DES FINANCES

Le président :



Charles Juillard

Le secrétaire :



Andreas Huber-Schlatter

Copie (courriel)

- vernehmlassungen@estv.admin.ch
- Membres CDF
- Membres CSI

Monsieur le Conseiller fédéral
Ueli Maurer
Chef du Département fédéral
des finances DFF
Bundesgasse 3
3003 Berne

Paudex, le 19 mars 2018
CES/dma

Consultation fédérale – Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices et sur un protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni
Procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous vous remercions de nous avoir consultés sur l'objet mentionné sous rubrique et nous vous prions de trouver ci-après notre position sur le sujet.

1. Considérations générales

En octobre 2015, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a approuvé les résultats finaux de son projet consacré à la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfice (*Base Erosion and Profit Shifting, BEPS*). Certaines mesures du projet BEPS, ou actions, requièrent la modification de conventions en vue d'éviter les doubles impositions (CDI), qui peut s'opérer soit par la conclusion de la convention multilatérale BEPS, soit au moyen d'un accord bilatéral qui modifie une CDI existante pour la rendre conforme aux standards BEPS.

Près de 70 Etats et juridictions, dont la Suisse, ont signé la convention BEPS le 7 juin 2017 à Paris. Sur le plan matériel, la convention BEPS vise principalement à mettre en œuvre les standards minimaux BEPS qui ont un lien avec les CDI.

La Suisse et le Royaume-Uni ont choisi de modifier leur CDI au moyen d'un protocole d'amendement bilatéral, qu'ils ont signé le 30 novembre 2017. Le protocole d'amendement doit cependant être encore approuvé par le parlement de chacun des deux pays. Sur le plan matériel, le protocole est étroitement lié à la convention BEPS.

La Suisse met principalement en œuvre, au moyen de la convention BEPS, les standards minimaux de l'Action 6 (empêcher l'octroi des avantages des conventions fiscales lorsqu'il est inapproprié d'accorder ces avantages) et de l'Action 14 (accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends). Le Conseil fédéral soumettra au Parlement la liste des réserves et notifications suisses lors de la signature de la convention BEPS en même temps que le message. Cette liste pourrait être modifiée par les Chambres fédérales lors de la procédure d'approbation.

Nous prenons acte du projet BEPS dont l'objectif est de mettre un terme aux stratégies de planification fiscale qui exploitent les failles et les différences en matière de règles fiscales entre différentes juridictions, en vue de faire « disparaître » fiscalement des bénéfices ou de les transférer dans des pays ou territoires où l'entreprise n'y a aucune substance, et qui sont en ce sens critiquables.

2. Conclusions

La démarche est mondiale et la Suisse ne pouvait que s'y associer. La convention BEPS n'est que la concrétisation de cette volonté politique en matière de droit fiscal international, partagée par la Suisse et 77 Etats et juridictions au 24 janvier 2018. On déplore toutefois que les Etats-Unis ne l'ont pas signée et n'en font pas partie, et que paradoxalement certains signataires favorisent encore l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices par le cadre juridique et fiscal qu'ils maintiennent. Ce transfert des responsabilités est très discutable.

La Suisse a participé activement au projet et à l'élaboration de la convention BEPS en particulier, afin que sa mise en œuvre soit en accord avec sa politique relative aux CDI. Par la possibilité de formuler des réserves, la convention BEPS ne contraint pas la Suisse à reprendre des mesures qui ne constituent pas des standards internationaux, de sorte que nous n'avons pas d'objection particulière à l'encontre des dispositions matérielles évoquées ci-dessus. Nous souhaitons cependant vivement que de telles mesures ne soient prises qu'après un examen approfondi et que la notion de « standards internationaux » ne soit admise qu'avec retenue, lorsque les principaux Etats qui, sur le plan fiscal, sont en concurrence avec notre pays les auront à la fois adoptés et appliqués.

Enfin, s'agissant du protocole de modification de la CDI entre la Suisse et le Royaume-Uni signée le 8 décembre 1977 et amendée plusieurs fois depuis lors, nous observons que, matériellement, le protocole introduit les standards internationaux de la convention BEPS évoqués ci-dessus. Par conséquent, nous y sommes également favorables, sans toutefois aller au-delà.

Nous vous remercions de l'attention que vous prêterez à notre prise de position et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre très haute considération.

Centre Patronal



Cyril Schaer



CVP Schweiz, Postfach, 3001 Bern

Per Email: vernehmlassungen@sif.admin.ch

Bern, 9. April 2018

Vernehmlassung:

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns eingeladen, zur oben genannten Vernehmlassung Stellung zu nehmen. Für diese Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

Allgemeine Bemerkungen

Die CVP begrüsst die Bemühungen der internationalen Gemeinschaft, die Gewinnverkürzung und -verlagerung zu bekämpfen. Sie hat die Umsetzung der Mindeststandards des BEPS-Projektes immer unterstützt. Die Schweiz hat an der Ausarbeitung des Übereinkommens aktiv mitgestaltet und würde sich unnötig einem Reputationsschaden aussetzen, wenn es die DBA-relevanten Mindeststandards nicht umsetzen würde. Mit der Ratifikation des Übereinkommens erhöht sich auch die Rechts- und Planungssicherheit für international tätige Firmen. Deshalb befürwortet die CVP die Ratifikation des vorliegenden Übereinkommens zur Doppelbesteuerung im Grundsatz.

Die Ansicht, dass das BEPS-Übereinkommen die Doppelbesteuerungsabkommen (DBA) direkt ändert und in der Wirkung vergleichbar mit einem DBA Änderungsprotokoll ist, scheint aus Sicht der CVP korrekt. Dies limitiert zwar die Effizienz des Übereinkommens, ist jedoch in Einklang mit dem Schweizer Rechtsverständnis.

Die Vorbehalte, welche die Schweiz angebracht hat, scheinen aus Sicht der CVP zweckmässig.

Schiedsverfahren

Der 6. Teil des BEPS-Übereinkommens über das Schiedsverfahren stellt kein Mindeststandard dar. Die Staaten können selbst entscheiden ob sie diese Bestimmungen übernehmen wollen oder nicht. Die CVP anerkennt den Nutzen von Schiedsverfahren und ist sich der Vorreiterrolle der Schweiz in diesem Bereich bewusst. Sie hat jedoch grosse Bedenken, dass die Schweiz durch die Übernahme des 6. Teils die Kontrolle darüber verliert, mit welchen Ländern sie ein Schiedsverfahren abschliesst. Die CVP lehnt deshalb die Ratifikation des 6. Teils des BEPS-Übereinkommens ab. Stattdessen sollte die Schweiz weiterhin auf bilateralem Weg Schiedsverfahren für DBA aushandeln. Somit bleibt die Kontrolle über die genaue Ausgestaltung in der Schweiz.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüßen.

CHRISTLICHDEMOKRATISCHE VOLKSPARTEI DER SCHWEIZ

Sig. Gerhard Pfister
Präsident CVP Schweiz

Sig. Béatrice Wertli
Generalsekretärin CVP Schweiz

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Staatssekretariat für internationale
Finanzfragen SIF
Bundesgasse 3
3003 Bern

**Ausschliesslich per Mail an
vernehmlassungen@sif.admin.ch**

04. April 2018

**Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener
Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung
und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der
Schweiz und dem Vereinigten Königreich: Stellungnahme economiessuisse**

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 20. Dezember 2017 hat uns Bundesrat Ueli Maurer zu oben angeführter
Stellungnahme eingeladen. Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Meinungsäusserung und
nehmen diese gerne wahr.

economiesuisse unterstützt die Umsetzung der verbindlichen BEPS-Mindeststandards. Sämtliche
OECD-, G20- sowie weitere Staaten haben sich politisch zur deren Umsetzung verpflichtet. Die
Einhaltung internationaler Mindeststandards durch die Schweiz garantiert die Rechts- und
Planungssicherheit für hier ansässige, international tätige Firmen und schützt diese vor Nachteilen bei
Tätigkeiten im Ausland. Hingegen sollte auf die Umsetzung weitergehender BEPS-Massnahmen
(fakultative Empfehlungen) grundsätzlich verzichtet werden, um die Wettbewerbsfähigkeit des
Steuerstandorts nicht zu gefährden und unverhältnismässigen Mehraufwand für die betroffenen
Unternehmen und die Steuerverwaltungen zu vermeiden. Die BEPS-Mindeststandards der Massnahme
6 (Verhinderung von Abkommensmissbrauch) und der Massnahme 14 (Verbesserung der Wirksamkeit
von Streitbeilegungsmechanismen) sehen Änderungen der Doppelbesteuerungsabkommen (DBA) vor.
economiesuisse befürwortet entsprechende Anpassungen der DBA der Schweiz.

**1 Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener
Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung
(nachstehend BEPS-Übereinkommen)**

Die Schweiz hat im Rahmen der Verhandlungen in der OECD aktiv dazu beigetragen, das multilaterale
Übereinkommen so auszugestalten, dass es für die Staaten möglich ist, Vorbehalte anzubringen und
die Wirkung des Abkommens somit flexibel an die eigene DBA-Politik anzupassen. Dank dieser

Flexibilität kann die Schweiz die Umsetzung der BEPS-Massnahmen im Bereich der DBA auf die Mindeststandards beschränken, was die Wirtschaft sehr begrüsst. economiesuisse unterstützt denn auch die Schweizer Position bezüglich der materiellen Bestimmungen des BEPS-Übereinkommens, die sich im Wesentlichen auf die DBA-relevanten Mindeststandards beschränkt. Die Einführung weitergehender Missbrauchsbestimmungen, die aus der BEPS-Massnahme 6 hervorgegangen sind, sowie Änderungen hinsichtlich der Definition der Betriebsstätte nach BEPS-Massnahme 7 lehnt economiesuisse ab.

Da viele im Rahmen des BEPS-Projektes ausgearbeiteten Massnahmen in ihrer konkreten Ausgestaltung unklar sind und von den einzelnen Staaten sehr unterschiedlich ausgelegt werden können, werden international tätige Unternehmen in Zukunft vermehrt von steuerlichen Aufrechnungen und damit von Doppelbesteuerungen betroffen sein. Diese Entwicklung belastet insbesondere steuerlich attraktive Staaten wie die Schweiz und hier angesiedelte Unternehmen. Da ausländische Steuerbehörden im Verständigungsverfahren häufig nicht zum Einlenken gezwungen werden können, kommt es für in der Schweiz ansässige internationale tätige Unternehmen immer wieder zu Doppelbesteuerungen, was die steuerliche Attraktivität des Standorts beeinträchtigt.

Um den Steuerstandort Schweiz gegen ausländische Massnahmen zu schützen, werden wirksame Streitbeilegungsmechanismen entsprechend wichtiger. Hier gehört die Schweiz zu den Pionieren, da viele DBA bereits heute sogenannte Schiedsklauseln beinhalten. Diese Schiedsklauseln verbessern die Streitbeilegung, indem sie die beteiligten Parteien anhalten, solche Verfahren innerhalb eines bestimmten Zeitrahmens abzuschliessen oder andernfalls zwingen, ein Schiedsverfahren zur Lösung durchzuführen. Das durch BEPS zunehmende Risiko von Doppelbesteuerungen für international tätige Firmen kann so gemildert werden. Es ist deshalb positiv zu beurteilen, dass sich die Schweiz in Übereinstimmung mit ihrer bisherigen DBA-Politik dafür ausspricht, das im BEPS-Übereinkommen vorgesehene Schiedsverfahren zu übernehmen. In unserem Verständnis würde die Möglichkeit eines Schiedsverfahrens für sämtliche zum Zeitpunkt der Inkraftsetzung hängigen Sachverhalte gelten.

Die Schweiz hat insgesamt 55 DBA abgeschlossen. Die Anpassung aller Abkommen durch bilaterale Neuverhandlungen wäre langwierig und komplex. Um diesen Prozess rasch und kosteneffizient zu gestalten, wurde das vorliegende multilaterale Instrument entwickelt (Massnahme 15). Nach Schweizerischer Auffassung wird der Wortlaut der vom BEPS-Übereinkommen erfassten DBA durch dieses abgeändert, in der Wirkung vergleichbar mit einem Änderungsprotokoll. economiesuisse begrüsst diese Auffassung, da sie zu mehr Rechtssicherheit, Klarheit und Lesbarkeit der DBA führt. Dabei handelt es sich jedoch unter den OECD-Staaten um eine Minderheitsmeinung. Mehrheitlich vertreten die Staaten die Ansicht, dass das BEPS-Übereinkommen und die unter das Übereinkommen fallenden DBA nebeneinander weiterbestehen und nebeneinander zu lesen sind. Diese Sichtweise stellt für das Schweizerische Rechtsverständnis ein Problem dar. Die Wirtschaft unterstützt daher, dass die Schweiz nur mit jenen Staaten eine Anpassung des DBA über das BEPS-Übereinkommen vornimmt, die die Schweizerische Auffassung teilen und mit denen der genaue Wortlaut des durch das BEPS-Übereinkommen geänderten DBA einvernehmlich festgehalten werden kann. Mit allen weiteren Staaten sind bilaterale DBA Revisionen anzustreben.

Seite 3

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich: Stellungnahme economiesuisse

2 **Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich (nachstehend DBA-UK)**

Wir unterstützen die vorgeschlagene Anpassung des DBA-UK an die BEPS-Mindeststandards.

Für die Berücksichtigung der Anliegen der Wirtschaft danken wir Ihnen im Voraus bestens.

Freundliche Grüsse

economiesuisse



Dr. Frank Marty
Mitglied der Geschäftsleitung



Christian Frey
Projektleiter Steuern & Finanzen

Per E-Mail an:

Staatssekretariat für internationale Finanzfragen SIF
Frau Silvia Frohofer
Sektionsleiterin Multilaterale Steuerfragen
und Unternehmensbesteuerung
Bundesgasse 3
3003 Bern

E-Mail Adresse: vernehmlassungen@sif.admin.ch

Zürich, 9. April 2018

**Vernehmlassungsverfahren zum BEPS-Übereinkommen (Frist: 9. April 2018):
Stellungnahme von EXPERTsuisse**

Sehr geehrte Frau Frohofer

Wir beziehen uns auf das Schreiben von Herrn Bundesrat Ueli Maurer betreffend das am 20. Dezember 2017 eröffnete Vernehmlassungsverfahren zum BEPS-Übereinkommen und bedanken uns für die Möglichkeit, zur Vorlage Stellung nehmen zu können. Gerne machen wir hiernach von dieser Möglichkeit Gebrauch.

Seitens EXPERTsuisse lehnen wir vom Grundsatz her und in steuertechnischer Hinsicht den Grossteil der materiellen Bestimmungen des BEPS-Übereinkommens ab. Insbesondere wird mit dem revidierten Wortlaut der Präambel oder etwa der allgemeinen Missbrauchsklausel in der Form eines Hauptzwecktests weit über das erforderliche und vertretbare Mass zur Verhinderung von Missbrauch hinausgeschossen.

Es ist uns jedoch bewusst, dass aufgrund der internationalen Entwicklungen in Steuerfragen, die Schweiz faktisch gezwungen ist, das BEPS-Übereinkommen in der vorliegenden Form zu akzeptieren. Vor diesem Hintergrund stimmen wir der Vorlage, insbesondere dem Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich, gezwungenermassen zu.

Wir hoffen, Ihnen mit unseren Ausführungen zu dienen und bedanken uns für die Kenntnisnahme.

Mit freundlichen Grüßen
EXPERTsuisse



Dr. Markus R. Neuhaus
Präsident Kommission Steuern

Staatssekretariat für internationale Finanzfragen SIF
Bundesgasse 3
3011 BernBern, 3. April 2018 / AN
VL BEPS_UKElektronischer Versand: vernehmlassungen@sif.admin.ch**Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich**
Vernehmlassungsantwort der FDP.Die Liberalen

Sehr geehrte Damen und Herren

Für Ihre Einladung zur Vernehmlassung der oben genannten Vorlage danken wir Ihnen. Gerne geben wir Ihnen im Folgenden von unserer Position Kenntnis.

FDP.Die Liberalen nimmt das vorgeschlagene multilaterale Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und das Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich an. Es handelt sich hierbei um die Umsetzung des OECD Projekts zur Bekämpfung der Gewinnverkürzung und -verlagerung (*Base Erosion and Profit Shifting*, BEPS). Diesen internationalen Standard muss die Schweiz einhalten, damit die Wettbewerbsfähigkeit gesichert werden kann und Rechts- und Planungssicherheit für unsere international tätigen Unternehmen geschaffen wird.

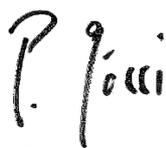
Wir begrüssen, dass die vorgeschlagene Umsetzung sich eng am Mindeststandard orientiert, welcher einen klar begrenzten Anwendungsbereich umfasst. Die darüber hinausgehende Schiedsklausel wird von der FDP ebenfalls unterstützt, da sie die Streitbeilegung zwischen den Staaten verbessern wird. Das momentan geltende Verständigungsverfahren kann dazu führen, dass keine Lösung gefunden wird und Unternehmen daher von Doppelbesteuerung betroffen sind.

Es ist bedauerlich, dass sich die beteiligten Staaten nicht darüber einig sind, ob das BEPS-Übereinkommen direkt die Doppelbesteuerungsabkommen ändert. Dadurch muss die Schweiz nun zwei verschiedenen Prozesse angehen und mit einem Teil der Staaten (wie dem Vereinigten Königreich beispielsweise) bilaterale Revisionen der Doppelbesteuerungsabkommen angehen. Dies bedeutet ein aufwändigeres Verfahren. Dennoch begrüssen wir, dass auch mit diesen Staaten die Massnahmen umgesetzt werden.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Argumente.

Freundliche Grüsse
FDP.Die Liberalen
Die Präsidentin

Der Generalsekretär

Petra Gössi
Nationalrätin

Samuel Lanz



Secrétariat général

vernehmlassungen@sif.admin.ch

Monsieur le Conseiller fédéral Ueli Maurer
Département fédéral des finances
Bundesgasse 3
3003 Bern

Genève, le 6 avril 2018
FER N° 04-2018

Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices et protocole modifiant la Convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous vous remercions de nous avoir consultés sur l'objet mentionné sous rubrique et vous prions de trouver ci-après notre position sur le sujet.

En préambule, notre Fédération salue le soutien que la Suisse apporte aux efforts internationaux visant à accroître la transparence et à créer des conditions de concurrence équitable dans le domaine de l'imposition des entreprises multinationales. Le respect des standards minimaux est un facteur important pour maintenir notre compétitivité et ne pas être pénalisé dans nos échanges internationaux.

La Suisse a participé activement au projet BEPS et à l'élaboration de la convention, afin que sa mise en œuvre soit en accord avec sa politique relative aux conventions de double imposition (CDI). La convention BEPS permet d'inclure les dispositions BEPS relatives aux conventions fiscales. Elle ne crée pas de nouveaux standards, mais a pour but de mettre en œuvre des règles déjà élaborées.

Nous relevons que le contrôle des standards minimaux au moyen d'examen par les pairs devrait permettre d'éviter que certains Etats ou territoires n'obtiennent un avantage concurrentiel comparatif en ne les appliquant pas.

Avec la convention BEPS, la Suisse met principalement en œuvre les standards minimaux de l'Action 6 (empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales) et de l'Action 14 (accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends). De tels mécanismes sont importants pour les milieux économiques.

Conformément à sa politique en matière de CDI, la Suisse est favorable aux dispositions concernant la procédure d'arbitrage, qui ne constituent pas un standard minimum. Les clauses d'arbitrage dans les CDI améliorent les procédures de règlement des différends en obligeant les États à les mener à bien dans un délai précis. Les entreprises gagnent ainsi en sécurité juridique et la Suisse, en soutenant les entreprises dans les démarches d'arbitrage, assure que ses recettes fiscales soient pérennes. Nous estimons que cette clause d'arbitrage doit découler d'une convention multilatérale au lieu d'être prévue avec chaque Etat individuellement lors des négociations bilatérales de CDI, au vu de l'augmentation des différends fiscaux.

Par la possibilité de formuler des réserves, la convention BEPS ne contraint pas la Suisse à reprendre des mesures qui ne constituent pas des standards minimaux. Les réserves évoquées par notre pays tirent ainsi parti de manière judicieuse des possibilités offertes par la convention BEPS.

Pour ces motifs, notre Fédération soutient la ratification de la convention.

Protocole de modification de la CDI entre la Suisse et le Royaume-Uni

Matériellement, le protocole met en œuvre la convention BEPS dans la relation bilatérale avec le Royaume-Uni. Par conséquent, nous y sommes également favorables.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre prise de position et vous prions de recevoir, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de notre parfaite considération.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Catherine Lance Pasquier
Directrice adjointe Politique générale
FER Genève



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Der Vorsteher des Eidgenössischen Finanzdepartementes EFD
3003 Bern

vernehmlassungen@sif.admin.ch

Zürich, 30. Januar 2018 sm
maeder@arbeitgeber.ch

Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens: Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit E-Mail vom 20. Dezember 2017 wurden wir zur Stellungnahme zum obengenannten Geschäft eingeladen. Für die uns dazu gebotene Gelegenheit danken wir Ihnen bestens.

Da diese Frage gemäss Arbeitsteilung mit economiesuisse – Verband der Schweizer Unternehmen – in dessen Zuständigkeitsbereich fällt, verzichten wir auf eine eigene Eingabe.

Mit freundlichen Grüssen

SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND

Prof. Dr. Roland A. Müller
Direktor

Jäggi Nereida SIF

Von: Evelyne Nicolet <Evelyne.Nicolet@sgb.ch>
Gesendet: Montag, 9. April 2018 14:49
An: _SIF-Vernehmlassungen
Cc: Kommunikation; Enea Baselgia; Daniel Lampart
Betreff: Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Sehr geehrte Damen und Herren

Im Auftrag von Herrn Daniel Lampart, SGB-Sekretariatsleiter, teile ich Ihnen gerne mit, dass der SGB zum obenerwähnten Objekt auf eine Stellungnahme verzichtet.

Für Ihre Kenntnisnahme danke ich Ihnen im Voraus bestens.

Freundliche Grüsse

Évelyne Nicolet
Mittwochs büroabwesend

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND (SGB)

Monbijoustrasse 61
3007 Bern
Tel. direkt 031 377 01 20
Zentrale 031 377 01 01
www.sgb.ch



Eidgenössisches Finanzdepartement
3003 Bern

vernehmlassungen@sif.admin.ch

Bern, 23. Januar 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung, an der Anhörung zum oben genannten Geschäft teilzunehmen.

Wir bedauern, Ihnen mitteilen zu müssen, dass wir trotz der unbestrittenen Bedeutung der Vorlage aus Kapazitätsgründen auf eine Teilnahme verzichten müssen.

Besten Dank für Ihr Verständnis.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Städteverband
Direktorin

Renate Amstutz



Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Staatssekretariat für internationale Finanzfragen SIF
Bundesgasse 3
3003 Bern

vernehmlassungen@sif.admin.ch

Stellungnahme zur Genehmigung des multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) sowie zur Genehmigung des Änderungsprotokolls zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich (DBA-GB)

Sozialdemokratische Partei
der Schweiz

Theaterplatz 4
Postfach · 3001 Bern

Telefon 031 329 69 69
Telefax 031 329 69 70

info@spschweiz.ch
www.spschweiz.ch

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Geschätzte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Zustellung der Vernehmlassungsunterlagen. Gerne nehmen wir zum BEPS-Übereinkommen und dem Änderungsprotokoll zum DBA mit dem Vereinigten Königreich Stellung.

Die SP Schweiz begrüsst die Unterzeichnung des BEPS-Übereinkommens durch die Schweiz und deren aktive Mitwirkung bei der Ausarbeitung dieses Abkommens. Beim BEPS-Übereinkommen handelt es sich um ein multilaterales Instrument zur Änderung bilateraler DBA im Hinblick auf die Umsetzung der BEPS-Massnahmen (und dabei auch gleichzeitig um die Umsetzung von Massnahme 15). Das Abkommen bildet also die Grundlage für die Änderung von bestehenden DBA, ohne dass diese mit einem bilateralen Änderungsprotokoll angepasst werden müssen. Gleichermassen befürworten wir dort, wo das nicht möglich ist, auch bilaterale Änderungsprotokolle, wie im Fall des DBA mit dem Vereinigten Königreich. Das Änderungsprotokoll DBA-GB stellt sachlich die Umsetzung des BEPS-Übereinkommens mit dem Vereinigten Königreich auf bilateralem Weg dar. Die Schweiz verpflichtet sich damit, die Bekämpfung der ungerechtfertigten Steuervermeidung multinationaler Unternehmen durch Gewinnverkürzung und -verlagerung (BEPS) zu unterstützen.

Das BEPS-Übereinkommen erlaubt es grundsätzlich, international die weltweit bestehenden über 3500 DBA rasch und kosteneffizient anzu-

passen. Im konkreten Fall der Schweiz sollen mit dem Übereinkommen zunächst einmal 14 DBA einer Revision unterzogen werden. Es handelt sich um die DBA mit Argentinien, Chile, Indien, Island, Italien, Liechtenstein, Litauen, Luxemburg, Österreich, Polen, Portugal, Südafrika, Tschechien und der Türkei. Die SP Schweiz ist dabei damit einverstanden, den Bundesrat zu ermächtigen, nach entsprechender Konsultation der parlamentarischen Kommissionen für Wirtschaft und Abgaben, eine Erweiterung der vom BEPS-Übereinkommen erfassten DBA zu einem späteren Zeitpunkt nach zu melden.

Die SP Schweiz begrüsst es, dass die Schweiz in der Präambel zum BEPS-Übereinkommen ausdrücklich anerkennt, dass den Regierungen durch aggressive internationale Steuerplanung erhebliche Unternehmenssteuereinnahmen entgehen und dass Gewinnverkürzungen und Gewinnverlagerungen nicht nur für Industrieländer, sondern auch für Schwellen- und Entwicklungsländer ein vordringliches Problem darstellen. Allerdings erscheint es uns vor diesem Hintergrund als fragwürdig und inkonsequent, wenn die Schweiz dann im BEPS-Übereinkommen die Anwendung aller materiellen abkommensbezogenen Bestimmungen (mit ganz wenigen Ausnahmen), die aus dem BEPS-Projekt hervorgegangen sind, aber keine Mindeststandards darstellen, grundsätzlich mittels Vorbehalten ausschliesst. Die Schweiz tut also nur gerade das unbedingt Nötige. Der Eindruck drängt sich auf, die Schweiz habe durch die vielen Vorbehalte den Anwendungsbereich des BEPS-Übereinkommens allzu sehr eingeschränkt. Durch solche Massnahmen wird die Steuerpolitik komplizierter und intransparenter und damit anfälliger für Missbräuche. Die SP Schweiz fordert deshalb, dass sich die Schweiz auf internationaler Ebene entschlossener und aktiver gegen die Nicht- oder Minderbesteuerung von Unternehmen einsetzt und weiter gehende Massnahmen unterstützt, um den internationalen Steuerwettbewerb einzudämmen. Es braucht keine schweizerischen Sonderwege, sondern eine möglichst weitgehende Übereinstimmung mit EU-Recht und OECD-Standards. Vor diesem Hintergrund sind die Vorbehalte der Schweiz im BEPS-Übereinkommen noch einmal zu hinterfragen.

Vor allem in folgenden Bereichen erwartet die SP Schweiz vom Bundesrat weitere Erläuterungen und einleuchtende Begründungen, bevor sie anlässlich der Ratifikation bestätigt werden können:

- So will die Schweiz die angepasste Tie-Breaker-Regel (Artikel 4) nicht übernehmen. Dabei erfolgte diese Anpassung vor dem Hintergrund der Bedenken vieler Staaten, dass doppelt ansässige Gesellschaften hauptsächlich für Steuerumgehungszwecke verwendet werden. Der Bundesrat führt selbst an, dass die angepasste Tie-Breaker-Regel „*ein wirksames Instrument gegen Steuerumgehung darstellt*“. Er behauptet dann, es gebe zielgerichtete Methoden zur Vermeidung von DBA-Missbrauch im Zu-

sammenhang mit doppelt ansässigen Gesellschaften, ohne diese Methoden aber zu nennen. Schliesslich führt er gegen die angepasste Tie-Breaker-Regel das Argument ins Feld, konzeptionell führe diese Massnahme zu mehr administrativem Aufwand für die zuständigen Behörden. Das ist eine wenig überzeugende Argumentation.

- Fragwürdig ist auch, weshalb die Schweiz einen Vorbehalt gegen die in Artikel 10 enthaltene Missbrauchsklausel im BEPS-Übereinkommen angebracht hat. Dieser Artikel umfasst eine Missbrauchsklausel für in Drittstaaten gelegene Betriebsstätten. Der Quellenstaat dürfte aufgrund dieser Klausel auf den Einkünften einer solchen Betriebsstätte die DBA-Vorteile verweigern, wenn die Einkünfte im Drittstaat nicht einer Mindeststeuer unterliegen. Die Mindeststeuer müsste 60% der Steuer betragen, die im Ansässigkeitsstaat des Unternehmens zu zahlen wäre. Weshalb unterstützt die Schweiz diese Massnahme nicht, die sich gegen den internationalen Steuerwettbewerb richtet?
- Ebenso unverständlich ist der Vorbehalt gegen die materielle Bestimmung von Artikel 11 des BEPS-Übereinkommens. Diese sieht vor, dass ein Vertragsstaat eines DBA Personen, die in diesem Staat ansässig sind, so besteuern darf, wie es das innerstaatliche Steuerrecht dieses Staates vorsieht. Diese Bestimmung wurde als rechtliche Grundlage für jene Staaten geschaffen, die so genannte CFC- bzw. Hinzurechnungs-Bestimmungen kennen. Der Bundesrat schreibt, dass die Schweiz keine CFC-Bestimmungen kennt und auch kein Interesse daran habe, dass andere Länder sie anwenden. Dennoch stellt sich die Frage, ob dies nicht ein effektives Instrument gegen den internationalen Steuerwettbewerb darstellt, den die Schweiz im übergeordneten Interesse einer Vermeidung von aggressiver Steuerplanung gerade auch zulasten der Schwellen- und Entwicklungsländer (siehe Präambel) unterstützen sollte. Auch setzt die EU ausdrücklich auf diese Massnahme in ihrer Steuerpolitik (siehe unten).

Generell sollte der Bundesrat seine Grundposition zum BEPS-Übereinkommen in Punkt 6 besser begründen, wo er festhält: „Nicht vorgesehen ist die Übernahme von weitergehenden Missbrauchsbestimmungen, die aus der BEPS-Massnahme 6 hervorgegangen sind (Verhinderung von Abkommensmissbrauch, Anm. d. Verf.), sowie Änderungen hinsichtlich der Definition der Betriebsstätte nach der BEPS-Massnahme 7 (Verhinderung der künstlichen Umgehung des Status als Betriebsstätte, Anm. d. Verf.). Diese Bestimmungen sind kein Mindeststandard, und deren Übernahme würde die Komplexität erheblich erhöhen und sich unwägbar auf die Aufteilung der Besteuerungsrechte in den Abkommen auswirken. Ob solche Bestimmungen in Schweizer DBA Eingang finden sollen, soll daher individuellen bilateralen Verhandlungen vorbehalten bleiben.“

Der Bundesrat sollte vielmehr darlegen, welche Vorbehalte die Schweiz allenfalls zu einem späteren Zeitpunkt zurückziehen könnte, um damit den möglichen Anwendungsbereich des BEPS-Übereinkommens zu erweitern.

Die Schweiz ist am 5. Dezember 2017 auf der grauen Liste der EU gelandet, die sich auf drei Kriterien bezog: Steuertransparenz, Steuergerechtigkeit (inklusive präferenzierter Steuerregime) und Umsetzung von Anti-BEPS-Massnahmen. Zudem hat die EU-Kommission bereits 2016 ein Massnahmenpaket zur Bekämpfung von Steuervermeidung (Anti-Tax Avoidance Directive, ATAD) erlassen. Diese Richtlinie umfasst fünf Massnahmen: allgemeine Vorschriften zur Verhinderung von Missbrauch, Vorschriften für beherrschte ausländische Unternehmen (CFC), Regeln betreffend die Übertragung von Vermögenswerten und Wegzugsbesteuerung, Regeln zur Begrenzung der Abzugsfähigkeit von Zinszahlungen sowie Regeln betreffend hybride Gestaltungen. Am 29. Mai 2017 wurde die ATAD-Richtlinie revidiert und ihr Anwendungsbereich auf hybride Gestaltungen mit Drittstaaten ausgeweitet. Mit der ATAD-Richtlinie geht die EU teilweise über die Mindeststandards des BEPS-Projekts hinaus.

Auch vor diesem Hintergrund wäre es angebracht, dass die Schweiz ihre Politik enger mit der Steuerpolitik der umliegenden Länder abstimmt und damit dafür sorgt, dass der Steuerwettbewerb nicht angeheizt, sondern vielmehr eingedämmt wird.

Wir danken Ihnen, geschätzte Damen und Herren, für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und verbleiben

mit freundlichen Grüssen.

Sozialdemokratische Partei
der Schweiz



Christian Levrat
Präsident



Luciano Ferrari
Leiter Politische Abteilung



**Staatssekretariat für int. Finanzfragen
Bundesgasse 3
3003 Bern**

vernehmlassungen@sif.admin.ch

Bern, 6. April 2018

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Vernehmlassungsantwort der Schweizerischen Volkspartei (SVP)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung, im Rahmen der oben genannten Vernehmlassung Stellung zu nehmen. Gerne äussern wir uns dazu wie folgt:

Die SVP lehnt das multilaterale BEPS-Übereinkommen ab. Nur schon die Tatsache, dass hinsichtlich der Wirkung des BEPS-Übereinkommens unterschiedliche Auffassungen der Vertragsstaaten bestehen, zeigt exemplarisch das Defizit der OECD im Bereich der Implementierung der durch sie geschaffenen "globalen" Standards auf. Das Änderungsprotokoll zum DBA zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich wird die SVP im Rahmen der parlamentarischen Debatte vertieft prüfen.

Beim multilateralen BEPS-Übereinkommen geht es um die Umsetzung eines OECD Teilprojekts zur Bekämpfung der Gewinnverkürzung und -verlagerung (*Base Erosion und Profit Shifting*, BEPS). Die SVP lehnte bereits frühere BEPS-Vernehmlassungsvorlagen (z.B. Bundesgesetz über den internationalen automatischen Austausch länderbezogener Berichte multinationaler Konzerne resp. Bundesbeschluss über die Genehmigung der Multilateralen Vereinbarung der zuständigen Behörden über den Austausch länderbezogener Berichte) ab. Die grundsätzlich ablehnende Haltung der SVP zum BEPS-Projekt der OECD muss an

dieser Stelle nicht mehr wiederholt werden. Weiter kritisiert die SVP, dass beim vorliegenden BEPS-Übereinkommen offensichtlich nicht klar ist, ob dieses direkt die Doppelbesteuerungsabkommen ändert oder nicht.

Die neue Schiedsklausel wird von der SVP unterstützt. Eine Schiedsvereinbarung ist für die Schweizer Unternehmen wichtig und stellt gegenüber dem heutigen Verständigungsverfahren eine klare Verbesserung dar.

SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI

Der Parteipräsident



Albert Rösti

Nationalrat

Die stv. Generalsekretärin



Silvia Bär



Swiss-American Chamber of Commerce

Talacker 41, 8001 Zurich, Switzerland, Telephone: +41 43 443 72 00, Telefax: +4143 497 22 70
www.amcham.ch, e-mail: info@amcham.ch

Per E-Mail an:
vernehmlassungen@sif.admin.ch

Herr Bundesrat
Ueli Maurer
Vorsteher EFD
Bernhof
3003 Bern

Zürich, 9. April 2018

Vernehmlassungsstellungnahme: Multilaterales Übereinkommen (MLÜ) zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnkürzung und Gewinnverlagerung (BEPS-Übereinkommen) und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich.

Sehr geehrter Herr Bundesrat,

Ich beziehe mich auf Ihren Brief vom 20. Dezember 2017 und möchte Ihnen ganz herzlich danken, hier die Meinung unserer Mitglieder in oben genannter Sache zum Ausdruck zu bringen.

Die Swiss-American Chamber of Commerce (Swiss Amcham) ist ein Schweizer Verein mit rund 2000 Mitgliedern, darunter rund 1400 international tätige Firmen mit Sitz in der Schweiz – grosse und kleine Firmen. Rund 30% dieser Firmen sind amerikanische Firmen, meist mit supranationaler Aufgabe (EMEA, Europe, Rest of World etc). Neben den klassischen Schweiz-USA Wirtschaftsthemen kümmern wir uns als grösster Verband von multinationalen Gesellschaften (Schweizer und ausländische – grosse und kleine Gesellschaften) auch um alle Themen, welche die optimalen Operationen dieser Firmen in der Schweiz gefährden.

Wir stimmen beiden Vorlagen zu und möchten vor allem die grosse Wichtigkeit der Bestimmungen über das Schiedsverfahren betonen. Wir bitten Sie, den Bundesbeschluss über die Genehmigung des multilateralen Übereinkommens zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnkürzung und Gewinnverlagerung entsprechend anzupassen.

- Das MLÜ ist ein effektives Mittel, um sämtliche BEPS Mindeststandards ohne langwierige DBA Verhandlungen umsetzen zu können. Die Schweiz ist an der Umsetzung interessiert, um international konform zu sein und die von BEPS aufgezeigten schädlichen Steuertatbestände global zu eliminieren.
- Die Ausgestaltung des MLÜ beruht auf Freiwilligkeit und Flexibilität in der Anwendung, so dass man bei Bedarf auch gewöhnliche DBA Verhandlungen anstatt der Anwendung des MLÜ wählen kann.

- Ein wichtiger Punkt, obwohl nicht BEPS Mindeststandard, sind die Schiedsklauseln. Diese sind ein effizientes Mittel, um bei Steuerkonflikten zwischen 2 Ländern ein für alle Beteiligten zufriedenstellendes Ergebnis zu erzielen. Insbesondere für Unternehmen ist die Schiedsklausel ein entscheidendes Argument für Rechtssicherheit:
 - Internationale Steuerkonflikte haben stark zugenommen – dieser Trend wird sich fortsetzen.
 - Kann sich ein Unternehmen in einem bilateralen Konflikt, z.B. bei Transferpreisen, nicht mit den betroffenen Ländern einigen, müssen diese zunächst in einem Verständigungsverfahren nach einer gemeinsamen Lösung suchen. Dies kann jedoch scheitern, was dann für das Unternehmen sehr wahrscheinlich zu Doppelbesteuerung führen würde, welche die Vorteile einer Domizilierung in der Schweiz u.U. wieder zunichtemachen würde.
 - Ein Schiedsverfahren würde hingegen eine für alle Beteiligten bindende Lösung zur Folge haben – für Unternehmen eine besser definierte Lösung. Ausserdem hilft die „Drohung“ eines Schiedsverfahrens meistens schon, dass sich die betroffenen Länder bereits im Verständigungsverfahren auf einen akzeptable Lösung einigen.
 - Entgegen der Meinung der Finanzdirektorenkonferenz geht es für die betroffenen Unternehmen keinesfalls darum, die Kosten eines Steuerkonflikts auf die Schweiz überzuwälzen: es liegt im ureigensten Interesse der Unternehmen, eine gerechtfertigte günstige Besteuerung in der Schweiz zu verteidigen. Sie werden deshalb bis zum Ende eines Schiedsverfahrens mit allen Mitteln diese Position vertreten, möchten dabei aber auch auf die Unterstützung der Schweiz zählen, um dieser Position mehr Gewicht zu verleihen.
- Amerikanische Unternehmen, welche Swiss Amcham vertritt, haben im Moment den Eindruck, dass ihnen in Europa bzw. der EU eine zunehmend wirtschaftsunfreundlichere Stimmung entgegenschlägt. Für die Schweiz, in der viele amerikanische Unternehmen wichtige Niederlassungen haben, wäre es deshalb wichtig, mit dem Anstieg der Rechtssicherheit durch das MLÜ (incl. Schiedsklauseln) Unterstützung zu leisten und den Unternehmen in ihrem Bestreben, wirtschaftliche Substanz und Steuersubstrat langfristig in der Schweiz zu halten, wirkungsvoll zur Seite zu stehen.
- Die Anpassung des Doppelbesteuerungsabkommens mit Vereinigtem Königreich an die BEPS Mindeststandards geht in dieselbe Richtung wie das MLÜ und wird deshalb von den Unternehmen begrüsst.

Ich möchte Ihnen danken für die Gelegenheit, unsere Position darlegen zu können, und bitte Sie, diese Position bei den weiteren Arbeiten zu berücksichtigen.

Mit freundlichen Grüssen



Martin Naville
CEO

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Staatssekretariat für internationale Finanzfragen SIF
Bundesgasse 3
3003 Bern
per E-Mail: vernehmlassungen@sif.admin.ch

Basel, 5. April 2018
St.01 / JBR

Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung und Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich: Stellungnahme der SBVg

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf das Orientierungsschreiben vom 20. Dezember 2017 von Herrn Bundesrat Ueli Maurer in obiger Angelegenheit. Für die Konsultation bedanken wir uns bestens und nehmen die Gelegenheit zur Stellungnahme gerne wahr.

1. Multilaterales Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung (nachstehend BEPS-Übereinkommen)

Mit BEPS wird der ursprüngliche Zweck der DBA, die Abgrenzung von Besteuerungskompetenzen, weiter in Richtung Vermeidung von Nicht- bzw. Unterbesteuerung verschoben. Zudem soll die Missbrauchsbekämpfung intensiviert werden. Diese Bemühungen dürfen aber nicht dazu führen, dass man den ursprünglichen Zweck der Vermeidung der Doppelbesteuerung aus den Augen verliert.

Im Einklang mit der DBA-Politik der Schweiz sollen die unter das BEPS-Übereinkommen fallenden DBA auch eine Schiedsklausel erhalten, vorausgesetzt, der entsprechende DBA-Partnerstaat der Schweiz optiert auch für die Anwendung des Teiles VI des BEPS-Übereinkommens über das Schiedsverfahren.

Wir begrüssen die Bemühungen der Schweiz für einen fairen Steuerwettbewerb. Diese dürfen aber nicht zu unverhältnismässigem administrativem Aufwand führen. Die von der Schweiz angebrachten Vorbehalte halten wir daher für sinnvoll. Insbesondere begrüssen wir auch den Vorbehalt zu Art. 3, welcher die Verhandlungsposition bezüglich kollektiven Kapitalanlagen auch gegenüber den BEPS-Unterzeichnerstaaten wahrt.

Wir teilen die vorsichtige Auffassung der Schweiz in Sachen Rechtssicherheit, Klarheit und Lesbarkeit der Rechtsgrundlagen, wonach DBA mittels BEPS-Übereinkommen angepasst werden (im Gegensatz zu anderen Meinungen, wonach das BEPS-Übereinkommen und die unter das Übereinkommen fallenden DBA nebeneinander existieren und nebeneinander zu lesen sind). Die Schweiz kann dabei durch das BEPS-Übereinkommen nur die DBA mit jenen Staaten ändern, die (i) die Auffassung der Schweiz teilen, dass das BEPS-Übereinkommen die betreffenden DBA ändert (ähnlich wie ein Änderungsprotokoll zu einem DBA), und (ii) zur einvernehmlichen Feststellung des genauen Wortlauts des durch das BEPS-Übereinkommen geänderten DBA bereit sind. Wie aus dem erläuternden Bericht hervorgeht, teilen nur vierzehn Staaten die Meinung der Schweiz. Es sind dies: Argentinien, Chile, Indien, Island, Italien, Liechtenstein, Litauen, Luxemburg, Österreich, Polen, Portugal, Südafrika, Tschechien und die Türkei. Wir erachten es nicht als negativ, dass die Anzahl der Vertragsstaaten relativ gering ist. Keine automatische Anpassung bedeutet ausserdem immer Verhandlungspotential. In diesem Zusammenhang fragen wir uns, ob es nicht sinnvoll wäre, diejenigen Länder nicht in die Liste der Vertragsstaaten aufzunehmen, deren DBA im jeden Fall umfassend geändert werden müssen. Wir denken dabei zum Beispiel an Italien.

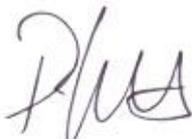
Aus diesem Grund und auch weil gemäss Auffassung der Schweiz bestehende DBA durch das BEPS-Übereinkommen geändert werden, sind wir der Meinung, dass wie bei jeglichen DBA-Änderungen das Parlament konsultiert werden und den finalen Entscheid fällen sollte. Es darf diesbezüglich keine Kompetenzdelegation an den Bundesrat erfolgen.

2. Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich (nachstehend DBA-UK)

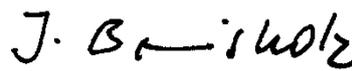
Wir unterstützen die vorgeschlagenen Änderungen des DBA-UK.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme unserer Stellungnahme. Gerne stehen wir Ihnen für ergänzende Auskünfte zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Petrit Ismajli



Jean Brunisholz

Staatssekretariat für internationale Finanzfragen SIF
Silvia Frohofer
Bundesgasse 3
3003 Bern

9. April 2018

Per Email an: silvia.frohofer@sif.admin.ch sowie vernehmlassungen@sif.admin.ch

Stellungnahme BEPS-Übereinkommen

Sehr geehrte Frau Frohofer

Wir bedanken uns bestens für die Gelegenheit zur Stellungnahme im Rahmen der Vernehmlassung zum BEPS-Übereinkommen und zur Anpassung des Doppelbesteuerungsabkommens mit Grossbritannien.

1. Zur Umsetzung der Mindeststandards mit dem BEPS-Übereinkommen

Im Oktober 2015 hat die OECD die Schlussberichte des BEPS-Projekts verabschiedet. Neben Empfehlungen enthalten die Berichte auch sogenannte Mindeststandards, die von den Staaten zwingend umzusetzen sind. Verschiedene der Mindeststandards sind im internen Recht der Staaten umzusetzen, beispielsweise die Abschaffung schädlicher Steuerregimes. Andere Mindeststandards verlangen die Anpassung bilateraler Doppelbesteuerungsabkommen (DBA). Weltweit existieren mehrere tausend DBAs. Damit die Anpassung sämtlicher DBAs nicht Jahrzehnte dauert, hat die OECD das BEPS-Übereinkommen geschaffen. Im Fall der Schweiz können mit dem BEPS-Übereinkommen nach der bei der Unterzeichnung hinterlegten provisorischen Liste die DBA mit den folgenden Staaten an die neuen Mindeststandards angepasst werden: Argentinien, Chile, Indien, Island, Italien, Liechtenstein, Litauen, Luxemburg, Österreich, Polen, Portugal, Südafrika, Tschechien und die Türkei.

SwissHoldings hatte zuerst Zweifel, ob die Schweiz das BEPS-Übereinkommen anwenden soll. So befürchteten wir insbesondere, dass das Abkommen als Instrument zur Durchsetzung von Steuerbeschlüssen der G20 gegenüber Kleinstaaten wie der Schweiz dienen könnte. Weiter bezweifelten wir, dass es sich beim BEPS-Übereinkommen tatsächlich um ein freiwilliges Instrument handelt. Ferner befürchteten wir, dass bisherige BEPS-Empfehlungen von der G20 zu Mindeststandards erklärt werden könnten, die anschliessend von den Kleinstaaten mit Hilfe des BEPS-Übereinkommens umgehend umgesetzt werden müssen. Bisher deutet glücklicherweise alles daraufhin, dass unsere Befürchtungen nicht eintreten. So handelt es sich beim Abkommen tatsächlich um ein freiwilliges Instrument. Auch G20-Staaten wenden das BEPS-Übereinkommen mit Bedacht an oder verzichten ganz auf dessen Einsatz (USA). Neue Mindeststandards zeichnen sich derzeit nicht ab. Ausserdem achtet der Bundesrat darauf, dass die Schweiz mit Staaten, mit denen die Schweiz zusätzliche Verbesserungen der jeweiligen DBA anstrebt, ordentliche DBA-Verhandlungen durchführt und auf die Anwendung des BEPS-Übereinkommens verzichtet (z.B. Deutschland). Teilweise ist es für die Schweiz auch von Vorteil, auf DBA-Verhandlungen zu verzichten und die Mindeststandards mit dem BEPS-Übereinkommen ins jeweilige DBA einzufügen. Dies trifft insbesondere

dann zu, wenn ein anderer Staat im Rahmen ordentlicher DBA-Verhandlungen aus Sicht der Schweiz Verschlechterungen des Abkommens durchsetzen möchte. Ausserdem hat der Bundesrat die im Übereinkommen vorgesehenen Möglichkeiten, Vorbehalte anzubringen, angemessen und im Interesse der Schweiz eingesetzt. Auch sind wir der Ansicht, dass die Schweiz mit der Ratifizierung des Übereinkommens international aufzeigen kann, dass sie sich an die BEPS-Mindeststandards hält. Der dadurch geschaffene internationale Goodwill könnte der Schweiz bei anderer Gelegenheit durchaus nützlich sein. Zusammenfassend kann deshalb festgehalten werden, dass SwissHoldings der Ratifizierung des BEPS-Übereinkommens im Bereich der Umsetzung der Mindeststandards zustimmt.

2. Zur Umsetzung der Schiedsgerichtsempfehlung mit dem BEPS-Übereinkommen

Neben Mindeststandards können mit dem BEPS-Übereinkommen auch BEPS-Empfehlungen in die bilateralen DBA aufgenommen werden. Bei der Grosszahl der Empfehlungen ist SwissHoldings skeptisch, dass deren Vereinbarung im Interesse der Schweiz wäre. Eine wichtige Ausnahme bildet die Vereinbarung von Schiedsklauseln. Da die OECD davon ausgeht, dass die Einführung der verschiedenen BEPS-Neuerungen zu einer Zunahme von Aufrechnungen und damit von Doppelbesteuerungen führen wird, empfiehlt sie den Staaten mit dem BEPS-Übereinkommen die Schiedsklausel des OECD-Musterabkommens in die bilateralen DBA aufzunehmen. Unternehmen aus der ganzen Welt erachten die Vereinbarung von Schiedsklauseln als wichtigen Fortschritt zur tatsächlichen Beseitigung von Doppelbesteuerungen. SwissHoldings ist der Ansicht, dass diese Empfehlung sowohl für den Schweizer Fiskus als auch die Schweizer Wirtschaft vorteilhaft ist. Konkret kann die Schweiz mit dem BEPS-Übereinkommen neue Schiedsklauseln in die DBA mit Italien und Portugal aufnehmen. Insbesondere im Verhältnis zum wichtigen Handelspartner Italien wäre eine Schiedsklausel für die Wirtschaft ein bedeutender Fortschritt. Die Zahl weiterer Staaten, mit denen über das BEPS-Übereinkommen eine Schiedsklausel ins DBA aufgenommen werden könnte, ist allerdings begrenzt. Erstens muss es sich um einen DBA-Partnerstaat handeln und zweitens muss die Schweiz dafür optiert haben, das DBA mit diesem Staat dem BEPS-Übereinkommen zu unterstellen. Die trifft derzeit nur auf Argentinien, Chile, Litauen, Tschechien, die Türkei und Indien zu.

Die Schweiz ist seit vielen Jahren ein Verfechter von Schiedsregelungen in DBAs und bisher jener Staat mit den meisten Schiedsklauseln. Schiedsverfahren kommen dann zur Anwendung, wenn sich im Rahmen des vorgelagerten bilateralen DBA-Verständigungsverfahrens die beiden Steuerbehörden nicht einigen können, wie eine Doppelbesteuerung eines Steuerpflichtigen beseitigt werden soll. Obwohl die Schweiz bereits heute mit einer beträchtlichen Zahl von Staaten DBA-Schiedsregelungen kennt, beläuft sich die Zahl der abgeschlossenen und laufenden Schiedsverfahren mit Schweizer Beteiligung auf eine Handvoll Fälle. Der Grund hierfür besteht darin, dass Schiedsregelungen in erster Linie als Ansporn für die beiden Steuerbehörden dienen, bereits im vorgelagerten Verständigungsverfahren eine gütliche Einigung zu finden und die Doppelbesteuerung zu beseitigen.

Dass die Schweiz international einer der grössten Verfechter von Schiedsklauseln ist, hängt mit der Schweizer Steuerpolitik zusammen. Die Schweiz ist sowohl für Private als auch Unternehmen steuerlich attraktiv. Die Attraktivität der Schweiz passt allerdings nicht allen Staaten, mit denen wir ein DBA haben. Verschiedene Staaten stören sich insbesondere daran, dass internationale Konzerne wegen der Attraktivität im Unternehmenssteuerbereich wichtige Aktivitäten bevorzugt in der Schweiz ausüben. Ein beliebtes Instrument solcher Staaten ist es, bei der in ihrem Staat domizilierten Tochter eines Schweizer Konzerns eine Gewinnaufrechnung vorzunehmen und damit zusätzliche Steuereinnahmen zu erzielen. Für den Schweizer Konzern führt die Aufrechnung im ausländischen Staat zu einer Doppelbesteuerung. Zu deren

Beseitigung muss der Schweizer Konzern die hiesigen Steuerbehörden um die Einleitung eines Verständigungsverfahrens mit den Steuerbehörden des ausländischen Staats ersuchen. In vielen solchen Streitfällen zwischen den Steuerbehörden zweier Staaten kann die Doppelbesteuerung beseitigt werden. Da Steuerbehörden im Verständigungsverfahren nicht zum Einlenken gezwungen werden können, kommt es für Schweizer Konzerne dennoch immer wieder zu Doppelbesteuerungen. Doppelbesteuerungen bedeuten für Schweizer Konzerne nichts anderes, als dass sie von den vorteilhaften Schweizer Unternehmenssteuern nicht profitieren können und im Gegenteil deswegen sogar noch finanziell bestraft werden. Kommt es regelmässig zu Doppelbesteuerungen durch einen bestimmten Staat, könnten Schweizer Unternehmen versucht sein, diesem Staat von Anfang an mehr Steuern abzuliefern, als ihm eigentlich zustehen, und damit die Doppelbesteuerung (präventiv) zu verhindern. Der Verlierer solchen Verhaltens ist der Schweizer Fiskus – er wird um die gemäss DBA ihm zustehenden Einnahmen gebracht. Eine weitere Möglichkeit für Schweizer Unternehmen besteht darin, bestimmte Leistungen an die ausländische Tochtergesellschaft nicht mehr aus der Schweiz zu erbringen, sondern aus einem Drittstaat. Auch in diesem Fall ist die Schweiz die Verliererin: Neben Fiskaleinnahmen verliert sie zusätzlich Arbeitsplätze.

Um solche in der Unternehmenspraxis regelmässig zu beobachtende Sachverhalte zu unterbinden, hat die OECD Schiedsklauseln ins OECD-Musterabkommen aufgenommen und propagiert deren Verbreitung mit dem BEPS-Übereinkommen. Weist ein DBA neben einer Bestimmung zum Verständigungsverfahren zusätzlich eine Schiedsklausel auf, können sich Staaten einer effektiven Beseitigung von Doppelbesteuerungen schwieriger entziehen. Wird im Verständigungsverfahren keine Lösung der Doppelbesteuerung gefunden und bestehen keine Gründe, die ein Schiedsverfahren ausschliessen, kann der Steuerpflichtige die Durchführung eines Schiedsverfahrens verlangen. Damit bieten aus Unternehmenssicht nur DBAs mit Schiedsklauseln Gewähr, dass Doppelbesteuerungen tatsächlich beseitigt werden. Nur Schiedsklauseln können DBA-Partnerstaaten zwingen, sich an ihre vertraglichen Verpflichtungen zu halten und Doppelbesteuerungen zu beseitigen. Da die Schweiz ein steuerlich attraktiver Standort ist, der regelmässig davon betroffen ist, dass andere Staaten die Beseitigung von Doppelbesteuerungen verweigern, ist es in unserem Interesse, dass möglichst alle Schweizer DBAs Schiedsklauseln aufweisen. Entsprechend unterstützt SwissHoldings, dass mit dem BEPS-Übereinkommen auch die DBA mit Italien und Portugal mit einer Schiedsklausel versehen werden. Dass eine solche Klausel gerade im Verhältnis mit Italien besonders wichtig ist, muss nicht näher ausgeführt werden.

In der Stellungnahme der Finanzdirektorenkonferenz (FDK) vom 9. Februar 2018 wird geltend gemacht, dass der Abschluss von Schiedsklauseln durch das BEPS-Übereinkommen zu grossen Steuerausfällen führen könnte. Die Schweiz würde sich dadurch dem Risiko aussetzen, dass einschlägig bekannte Hochsteuerstaaten mit der Begründung fehlender oder ungenügender Substanz in der Schweiz oder falscher Verrechnungspreise rückwirkend auf viele Jahre hinaus sämtliche bereits geleisteten Steuerzahlungen zurückfordern. Ein entsprechendes Urteil des Schiedsgerichts müsste im Fall, dass die Schweiz unterliegt, umgesetzt werden und die betroffenen Schweizer Gemeinwesen zu Rückzahlungen zwingen. Dies wäre gemäss FDK auch dann der Fall, wenn die Gewinne vom Unternehmen in der Schweiz deklariert wurden. Bisher trage in solchen Fällen das Unternehmen das finanzielle Risiko einer teilweisen Doppelbesteuerung und habe entsprechend einen Anreiz, sich gegen rückwirkende Forderungen energisch zur Wehr zu setzen. Neu werde das finanzielle Risiko vollumfänglich auf die betroffenen Staaten abgewälzt.

Diese Befürchtungen sind nach Ansicht von SwissHoldings unbegründet. Ist ein ausländischer Staat der Meinung, dass ein Schweizer Unternehmen die Verrechnungspreise nicht korrekt festgelegt hat oder, dass Unternehmen in der Schweiz im Verhältnis zum Gewinn über zu wenig Substanz aufweist, wird der ausländische Staat eine Gewinnaufrechnung vornehmen. Zur Beseitigung dieser Gewinnaufrechnung und

der daraus resultierenden Doppelbesteuerung wird das Unternehmen die Schweizer Steuerbehörden um Einleitung eines Verständigungsverfahrens ersuchen. Können die ausländischen Behörden im Rahmen des Verständigungsverfahrens den Schweizer Steuerbehörden darlegen, dass tatsächlich der Gewinn in der Schweiz zu hoch und jener im ausländischen Staat zu tief ausgefallen ist, werden die Schweizer Steuerbehörden bereits nach geltender Rechtslage einer Gewinnkorrektur zustimmen und zulasten von Bund, Kantonen und Gemeinden Rückzahlungen beschliessen. Solange das Schweizer Unternehmen sich nicht böswillig verhalten hat, ist die Schweiz verpflichtet, im Rahmen des Verständigungsverfahrens diese Korrektur vorzunehmen. Mit anderen Worten ist ein Schiedsverfahren für eine Rückleistung in diesem Fall gar nicht nötig. Ist die ausländische Forderung begründet, wird die Schweiz somit schon nach geltendem Recht eine Rückzahlung der geleisteten Steuerzahlungen vornehmen. Ist die ausländische Forderung unbegründet, wird die Schweiz auf ihrer Steuerforderung beharren. Können sich die beiden Staaten nicht einigen und enthält das anwendbare DBA keine Schiedsklausel, wird das betroffene Unternehmen eine Doppelbesteuerung in Kauf nehmen müssen. Auch bei der Interessenlage der Unternehmen tritt keine Änderung ein. Das Unternehmen ist sowohl im Verständigungsverfahren als auch im Schiedsverfahren daran interessiert, dass die Schweizer Steuerbehörden mit sämtlichen Argumenten und Beweismitteln ausgestattet werden, damit es – soweit international zulässig – die Gewinne in der Schweiz und nicht im ausländischen Hochsteuerstaat versteuern kann.

Ausserdem ist nicht klar, weshalb ausländische Hochsteuerstaaten durch Schiedsklauseln dazu motiviert werden sollen, grosse Aufrechnungen vorzunehmen und diese mit mangelnder Substanz in der Schweiz respektive falschen Verrechnungspreisen zu begründen. Erfolgversprechend sind solche Aufrechnungen bei der geltenden Rechtslage, die es Hochsteuerstaaten ermöglicht, Aufrechnungen vorzunehmen und sich einer Beseitigung der Doppelbesteuerung zu entziehen. Sobald Schiedsklauseln in einem DBA enthalten sind, ist ein solches rücksichtsloses Verhalten von Hochsteuerstaaten gerade nicht mehr möglich. Nicht substantiierte Aufrechnungen müssen in diesem Fall auf Geheiss des Schiedsgerichts von den ausländischen Staaten rückgängig gemacht und die damit verbundenen Steuern den Schweizer Unternehmen zurückbezahlt werden. Die Schweiz wird damit dank den Schiedsklauseln attraktiver für Unternehmen. Im Resultat dürften für Bund, Kantone und Gemeinden zusätzliche Einnahmen resultieren.

Nicht nachvollziehbar ist auch die Einschätzung der FDK, dass Unternehmen im grossen Stil zu hohe Gewinne in der Schweiz deklarieren. Verständigungsverfahren sind langwierig und mühsam. Verliert ein Schweizer Unternehmen und muss grosse Steuernachzahlungen im ausländischen Staat leisten, werden auch andere Staaten Aufrechnungen vornehmen. Investoren schätzen solche riskanten Praktiken und die daraus resultierenden langjährigen Verfahren überhaupt nicht und strafen solche Unternehmen an der Börse regelmässig ab. Dass Geschäftsleitungen börsenkotierter Konzerne solche Praktiken regelmässig anwenden, ist deshalb unwahrscheinlich. Selbstverständlich mag es Ausnahmefälle geben, wie allenfalls jenen, der kürzlich von der Presse aufgenommen wurde. Solche Ausnahmefälle von möglicherweise sogar strafbaren Praktiken sollten nicht zum Anlass genommen werden, von dem positiven Instrument der Schiedsklauseln abzusehen.

Ebenfalls nicht nachvollziehbar ist das Argument der FDK, dass das BEPS-Übereinkommen bestehende Schiedsklauseln einfach ohne Kontrolle der Schweiz ersetzt. Das trifft nicht zu. Die Schiedsklausel mit Luxemburg wird durch das BEPS-Übereinkommen tatsächlich ersetzt. Die Schweiz hätte die bestehende Klausel auch behalten können. Da die Klausel des BEPS-Übereinkommens aus Sicht der Schweiz geringfügige Verbesserungen enthält, hat sich der Bundesrat zu recht dafür entschieden die geltende Klausel zu ersetzen.

Sollte die Schweiz dennoch die Bestimmungen zu den Schiedsklauseln ratifizieren wollen, verlangt die FDK eine zeitliche Einschränkung der Anwendbarkeit auf Sachverhalte, die sich nach dem Jahr 2019 ereignet haben. SwissHoldings lehnt diese Einschränkung ab. Schliesslich sollten Schweizer Unternehmen möglichst rasch von den Vorteilen von Schiedsklauseln profitieren. Die zahlreichen BEPS-Neuerungen dürften nach Ansicht der OECD und den meisten Experten in den nächsten Jahren zu einer Vielzahl von Streitigkeiten respektive Doppelbesteuerungen führen. Verschiedene Staaten werden die BEPS-Neuerungen auch rückwirkend anwenden wollen. Das gilt insbesondere für Neuerungen im Bereich des «Transfer Pricing». Während dieser Phase der Unsicherheit sind Schiedsklauseln für Unternehmen und Staaten besonders wichtig und hilfreich. Nur Schiedsklauseln bieten Gewähr, dass Hochsteuerstaaten sich nicht rücksichtslos und erpresserisch gegenüber Unternehmen und Kleinststaaten wie der Schweiz verhalten.

Die vorliegende Stellungnahme wurde sämtlichen der über 60 international tätigen Mitgliedfirmen von SwissHoldings zur Konsultation vorgelegt und von diesen genehmigt. Wichtige Mitgliedunternehmen zeigten sich irritiert über die Position der FDK. So wurde von den Unternehmen auf den Widerspruch hingewiesen, dass die FDK Schiedsklauseln grundsätzlich unterstützt und sie weder bei neuen DBA noch bei DBA-Revision je verlangt habe, dass auf eine solche Klausel zu verzichten sei. Schiedsklauseln in DBAs wurden bisher von den Kantonen (zurecht) immer unterstützt und als wichtiger Teil der Schweizer DBA-Politik angesehen. Auch bei Hochsteuerstaaten, wo die FDK bekanntlich die Befürchtung hat, dass die Kantone grosse Ausfälle tragen müssten und sie deshalb von einer solchen Klausel absehen möchten, wurde von der FDK die Vereinbarung von Schiedsklauseln immer unterstützt. Ausserdem werde die Schweiz, auch wenn gemäss dem BEPS-Übereinkommen ein «Matching» vorliege, schlussendlich sagen können, dass sie eine solche Klausel mit einem bestimmten Staat lieber im Rahmen einer DBA-Revision vereinbaren möchte. Ferner betonen die Unternehmen explizit die Wichtigkeit von Schiedsklauseln für die Attraktivität und Glaubwürdigkeit des Wirtschaftsstandorts Schweiz. Die mit den Klauseln erhöhte Rechtssicherheit ist für die Schweizer Industrie- und Dienstleistungskonzerne zentral.

Abschliessend möchten wir noch ein paar generelle Ausführungen zu Schiedsverfahren im Steuerrecht machen. DBA-Schiedsverfahren sind rein staatliche Verfahren, bei welchen den von einer Doppelbesteuerung betroffenen Unternehmen lediglich das Recht zukommt, das Schiedsverfahren zwischen den beiden Steuerbehörden zu initiieren. Die betroffenen Unternehmen können die beiden staatlichen Behörden auch nicht zwingen, ein Schiedsverfahren durchzuführen. Kommen die beiden Behörden überein, dass beispielsweise aufgrund ungebührlichen Verhaltens des Unternehmens auf ein Schiedsverfahren verzichtet werden soll, kann das Unternehmen kein Schiedsverfahren erzwingen. Er wird in diesem Fall mit der Doppelbesteuerung leben müssen. Das betroffene Unternehmen kann selbstverständlich auch nicht bestimmen, wer als Schiedsrichter tätig wird. Auch dieses Recht steht den Behörden zu.

Zusammenfassend möchten wir deshalb festhalten, dass SwissHoldings die geplante Ratifizierung der Bestimmungen über das Schiedsverfahren des BEPS-Übereinkommen vollumfänglich unterstützt. Die Ratifizierung ist im Interesse sowohl des Schweizer Fiskus als auch der Schweizer Wirtschaft. Die Befürchtungen der FDK sind unbegründet. Missbräuchlichen Verhaltensweisen von Schweizer Unternehmen können die Schweizer Steuerbehörden auf geeignete Weise Rechnung tragen.

3. Anpassung des Doppelbesteuerungsabkommens mit Grossbritannien

SwissHoldings begrüsst die Anpassung des DBA-UK an die BEPS-Mindeststandards. Dass die Schweiz darauf besteht, die neuen Standards explizit ins DBA mit UK aufzunehmen, vereinfacht für Schweizer Unternehmen die Anwendung der Schweizer DBA.

Freundliche Grüsse

SwissHoldings
Geschäftsstelle



Dr. Gabriel Rumo
Direktor



Martin Hess
Dipl. Steuerexperte

Cc SH-Vorstand, SH Tax Group, Geschäftsstelle

Geschäftsstelle

Wallstrasse 8
Postfach
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66
Telefax 061 206 66 67
E-Mail vskb@vskb.ch



Verband Schweizerischer Kantonalbanken
Union des Banques Cantionales Suisses
Unione delle Banche Cantionali Svizzere

Staatssekretariat für internationale
Finanzfragen SIF
Bundesgasse 3
3003 Bern

vernehmlassungen@sif.admin.ch

Datum 9. April 2018
Kontaktperson Michele Vono
Direktwahl 061 206 66 29
E-Mail m.vono@vskb.ch

Vernehmlassung zum Multilateralen Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung sowie Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich

Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidgenössische Finanzdepartement EFD hat am 20. Dezember 2017 die Vernehmlassung zum Multilateralen Übereinkommen zur Umsetzung steuerabkommensbezogener Massnahmen zur Verhinderung der Gewinnverkürzung und Gewinnverlagerung sowie Änderungsprotokoll zum Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich eröffnet. Wir danken Ihnen bestens für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Die Kantonalbanken haben sich mit der Vernehmlassung befasst und ihre Anliegen in die Schweizerische Bankiervereinigung (SBVg) eingebracht. Wir unterstützen die Stellungnahme der SBVg und verzichten auf eine eigene Eingabe.

Wir danken Ihnen für Ihre Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken

Hanspeter Hess
Direktor

Dr. Adrian Steiner
Leiter Public Affairs